




RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE
SAINT LOUIS AGGLOMÉRATION (EX CA3F)

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2024

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué de votre service d'assainissement pour l'année 2024. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service et l'engagement de notre Groupe sur votre territoire.

L'année 2024 a été marquée par de nouvelles manifestations du dérèglement climatique, tant sur la quantité que sur la qualité. En particulier, les inondations et la pluviométrie record ont placé l'eau au cœur de l'actualité. Dans la lignée du plan Eau et des baisses des volumes d'eau consommés en 2023, nous avons observé au cours de l'année 2024 la poursuite de cette tendance baissière. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en préservant l'équilibre économique du service à des conditions acceptables par tous. La préservation de la ressource en eau, l'évolution de notre modèle pour adapter les services d'eau et d'assainissement et embarquer l'ensemble des parties prenantes sont au cœur de nos enjeux.

En 2024, la qualité de l'eau a été une priorité majeure. Nous avons lancé dès novembre 2023 une campagne de détection massive des 20 PFAS, en anticipation de l'obligation des autorités sanitaires, campagne qui s'est terminée en juin 2024. Sous votre autorité, notre priorité est de protéger la santé des usagers en les informant d'une part sur la qualité de leur eau, et d'autre part sur les mesures correctives que vous mettez en œuvre.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Les femmes et les hommes de Veolia Eau France sont à vos côtés pour assurer la conformité de nos systèmes d'assainissement, et agir proactivement pour minimiser les impacts sur l'environnement et la biodiversité. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément au cadre ambitieux défini dans la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines (DERU2).

S'adapter à la raréfaction des ressources en eau, et promouvoir la performance des systèmes d'eau et d'assainissement sont au cœur de la réforme des redevances des Agences de l'eau. Nos équipes sont engagées à vos côtés pour répondre à ces défis en améliorant le rendement de réseau et en assurant la performance opérationnelle des systèmes d'assainissement. Dès 2024, nos équipes se sont organisées pour vous accompagner afin de mieux mettre en œuvre cette réforme structurante.

Au regard de l'urgence climatique, des besoins d'adaptation du service et pour le développement de votre territoire, nous souhaitons plus que jamais construire avec vous l'avenir de l'eau. Cette adaptation passera par des solutions telles que la réutilisation des eaux usées, l'autonomie dans la production électrique via l'usage de panneaux photovoltaïques, ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux événements climatiques. Moins gaspiller l'eau par l'amélioration du rendement de réseau, maîtriser les consommations grâce au télélevé et à la sobriété, et mieux l'utiliser, par exemple en la réutilisant davantage, nous paraissent être des axes essentiels d'une gestion durable de la ressource.

Notre rapport 2024 reflète notre engagement continu pour la sécurité de nos équipes, l'excellence opérationnelle en ligne avec les engagements pris dans notre contrat, la durabilité environnementale, et votre satisfaction et celle des abonnés. Nous sommes convaincus que c'est ensemble que nous saurons construire l'avenir de l'eau sur votre territoire.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE	6
1.1 Un dispositif à votre service	7
1.2 Présentation du contrat	9
1.3 Les chiffres clés	10
1.4 Les indicateurs réglementaires 2024	11
1.5 Autres chiffres clés de l'année 2024	12
1.6 Le prix du service public de l'assainissement	14
1.7 L'essentiel de l'année 2024	15
2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION	20
2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance	21
2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous	23
2.3 Données économiques	27
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	29
3.1 L'inventaire des installations	30
3.2 L'inventaire des réseaux	33
3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine	34
3.4 Gestion du patrimoine	36
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	41
4.1 Nouvelle réforme des redevances	42
4.2 La maintenance du patrimoine	44
4.3 L'efficacité de la collecte	46
4.4 L'efficacité du traitement	51
4.5 L'efficacité environnementale	60
5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	61
5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	62
5.2 Situation des biens	65
5.3 Les investissements et le renouvellement	66
5.4 Les engagements à incidence financière	70
6. ANNEXES	73
6.1 La facture 120 m ³	74
6.2 Les données consommateurs par commune	78

6.3	<i>Le bilan qualité par usine</i>	79
6.4	<i>Le bilan énergétique du patrimoine</i>	86
6.5	<i>Annexes financières</i>	91
6.6	<i>Reconnaissance et certification de service</i>	101
6.7	<i>Actualité réglementaire 2024</i>	104
6.8	<i>Glossaire</i>	117

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Lieu d'accueil :
12 rue de Colmar
68220 Hésingue



Lundi, mercredi et
vendredi sur RDV
de 8h30-12h00
et 13h30-16h00

TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER



Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h30 à 18h et de 9h00 à 12h00 le samedi matin.



Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 969 390 314** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

Votre service client en ligne est accessible :

- ✓ www.service-client.veoliaeau.fr
- ✓ sur votre smartphone via nos applications iOS et Android.

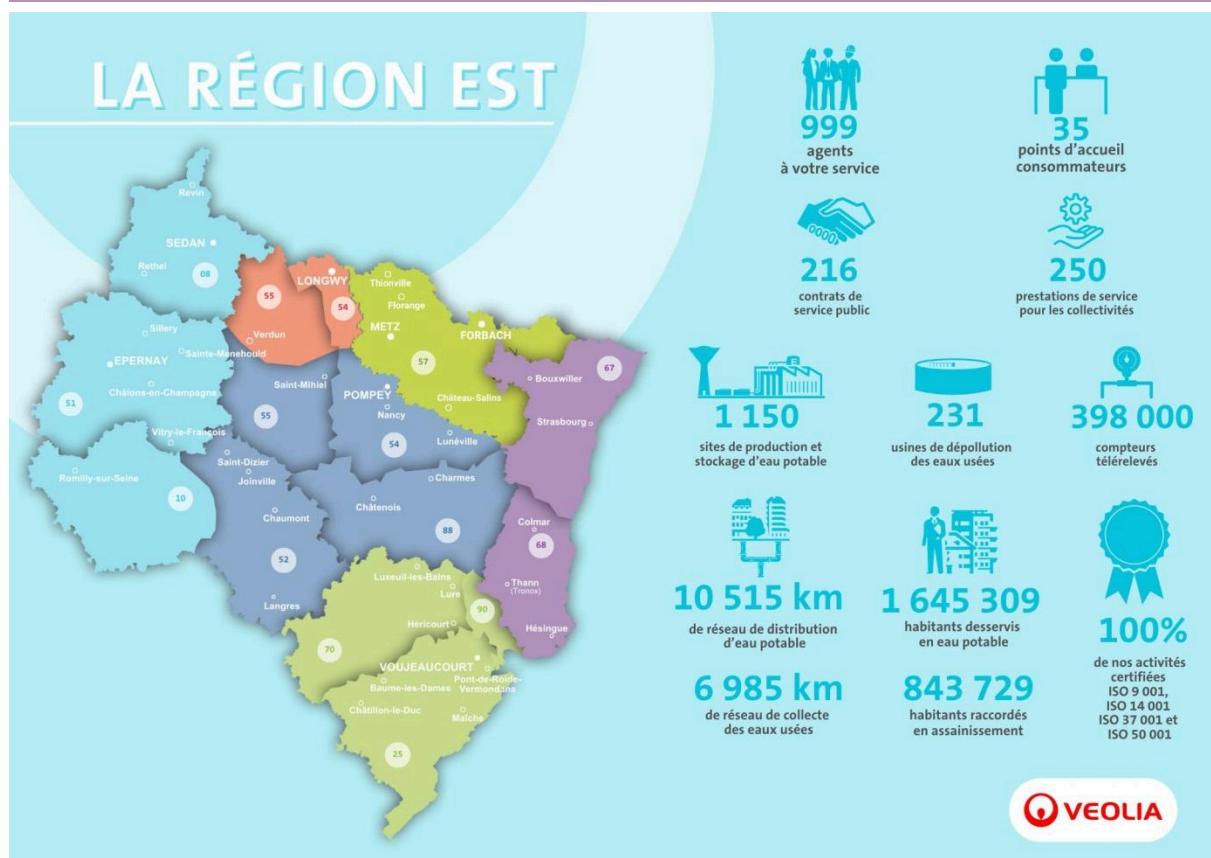
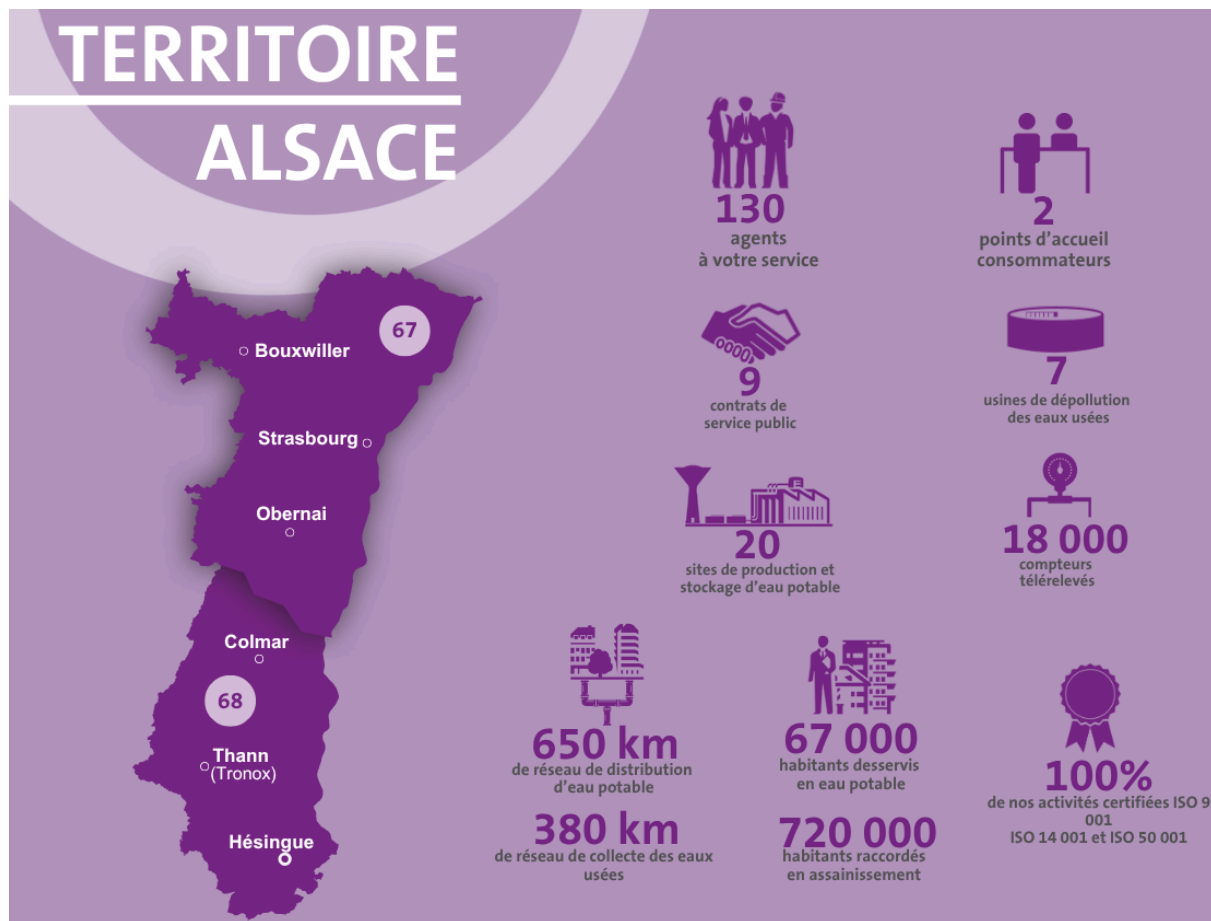


Vos Urgences 7 Jours Sur 7, 24h Sur 24



Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau nous intervenons jour et nuit.

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS



1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ Périmètre du service	BARTENHEIM, BLOTZHEIM, BUSCHWILLER, HEGENHEIM, HESINGUE, HUNINGUE, KEMBS, ROSENAU, SAINT LOUIS, VILLAGE NEUF
✓ Numéro du contrat	H4041
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/01/2013
✓ Date de fin du contrat	30/06/2025
✓ Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
réception effluent	Saint-Louis Agglomération (ex SIA ALTENBACH)	Réception d'effluents de l'ex SIA de l'ALTENBACH (WENTZWILLER – FOLGENSBURG – ATTENSCHWILLER)
réception effluent	Saint-Louis Agglomération (ex SIA HAGENTHAL)	Réception d'effluents des communes de HAGENTHAL-LE-HAUT et HAGENTHAL-LE-BAS
réception effluent	Saint-Louis Agglomération (ex SIA RANSPOCH MICHELBAH)	Réception d'effluents des communes de RANSPOCH-LE-HAUT, RANSPOCH-LE-BAS et MICHELBAH-LE-BAS

✓ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
5	01/10/2024	Prolongation de 6 mois
4	01/11/2023	Modification exploitation d'ouvrages et intégration de clauses contractuelles
3	21/12/2022	Modifications contractuelles
2	01/04/2020	Intégration ouvrages - Actions de communication
1	01/01/2017	Intégration ouvrages et dispositions diverses

1.3 Les chiffres clés

Chiffres clés



59 896

Nombre d'habitants
desservis



16 796

Nombre d'abonnés
(clients)



1

Nombre d'installations de
dépollution



100 000

Capacité de dépollution
(EH)



342

Longueur de réseau
de collecte (km)



8 934 133

Volume traité
(m³)

1.4 Les indicateurs réglementaires 2024

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	59 649	59 896
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	22	21
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	1 000,9 t MS	899,5 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC	Délégataire	2,80 €/m ³	2,61 €/m ³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	A la charge de la Collectivité	A la charge de la Collectivité
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	113	113
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	0	10
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	0	896
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,02 u/1000 habitants	0,03 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	3,28 u/100 km	3,27 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,11 %	0,11 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	95 %	91 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	120	120
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délégataire	0,62 %	0,87 %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,49 u/1000 abonnés	1,37 u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2024

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)		Délégataire	100,0 %	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
VP.077	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	14 004	14 004
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	360	360
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	45	21
	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	305 261 ml	305 721 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	49	49
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	1	1
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	100 000 EH	100 000 EH
COLLECTE DES EAUX USÉES		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Nombre de désobstructions sur réseau		Délégataire	66	66
Longueur de canalisation curée en préventif		Délégataire	34 613 ml	32 355 ml
LA DÉPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
VP.176	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	8 373 483 m ³	9 674 843 m ³
	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	3 253 kg/j	3 549 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	54 212 EH	59 149 EH
	Volume traité	Délégataire	7 797 638 m ³	8 934 133 m ³
L'ÉVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Masse de refus de dégrillage évacués		Délégataire	99,5 t	79,4 t
Masse de sables évacués		Délégataire	103,6 t	102,0 t
Volume de graisses évacuées		Délégataire	0 m ³	0 m ³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
VP.056	Nombre de communes desservies	Délégataire	10	10
	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	16 198	16 796
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	16 195	16 793
VP.068	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire	3	3
	Assiette totale de la redevance	Délégataire	3 587 065 m ³	3 885 301 m ³
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	3 303 497 m ³	3 586 784 m ³
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	283 568 m ³	298 517 m ³

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCÈS À L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	76 %	77 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui	Oui
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

1.6 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de SAINT LOUIS l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D204.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

SAINT LOUIS Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2025	Montant Au 01/01/2024	Montant Au 01/01/2025	N/N-1
Part délégataire			120,25	120,25	0,00%
Consommation	120	1,0021	120,25	120,25	0,00%
Part collectivité			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
Total € HT			305,58	284,50	-6,90%
TVA			30,56	28,46	-6,87%
Total TTC			336,14	312,96	-6,90%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			2,80	2,61	-6,79%

Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2024

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

Visite de la station

303 personnes, dont des scolaires, ont réalisé une visite de la station d'épuration en 2024.

Etudes réglementaires et techniques

L'année 2024 est également marquée par la remise de diverses études réglementaires ou techniques listés ci-après :

- L'étude pour le traitement des retours en tête sur la station de traitement des eaux usées de Village-Neuf;
- La campagne nationale de mesure des micropolluants dans les rejets de stations d'épuration urbaines a été poursuivie et finalisée en 2023. Le rapport finale des 6 prélèvements entrée/sortie a été communiqué le 17/04/2024;

En parallèle de ces études, une mise à jour du Manuel d'Auto-Surveillance (MAS) a été réalisée au cours de l'année 2024. Cette dernière a été adressée aux services de l'Etat ainsi qu'à Saint-Louis Agglomération.

1.7.2 Évolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2024 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement. Vos interlocuteurs se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

• LA REFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit « Grenelle », encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;

- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- l'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- l'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- l'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024) relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- l'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- l'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).

Enfin, cette réforme structurante des redevances s'accompagne d'une refonte des indicateurs de performance du Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) qui était supposée aboutir durant l'année 2024.

● LE REPERAGE DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1^{er} juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

L'arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

● **PRÉVENTION DES ENDOMMAGEMENTS DE RÉSEAUX**

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1^{er} janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Les mesures à venir :

- En 2026 : Cartographie en classe A pour les réseaux sensibles : sont concernés tous les ouvrages souterrains sensibles pour la sécurité implantés sur l'ensemble du territoire ainsi qu'aux ouvrages souterrains non-sensibles implantés dans des unités urbaines au sens de l'INSEE.
- En 2032 : Classe A pour la totalité des plans : sont concernés tous les ouvrages souterrains implantés sur l'ensemble du territoire.

● **RESILIENCE DES SERVICES ET CYBERSECURITE**

Un projet de loi a débuté son parcours législatif au parlement à l'automne 2024. Ce projet inclut la transposition de deux directives européennes, à savoir, la directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques et la directive 2022/2555 du 14 décembre 2022 (dite NIS2 pour Network and Information Security). Ces deux directives modifient le champ des secteurs d'activité ou la taille des sites considérés comme entités critiques ou essentielles en y incluant notamment les services d'eau et d'assainissement.

Enfin, un rapport de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), publié fin novembre 2024, a pointé les risques particuliers qui pèsent sur les acteurs de l'eau et de l'assainissement en France, en recensant au moins 31 « compromissions » dans ce secteur depuis 2021.

Cette loi en cours d'adoption est donc susceptible d'impacts significatifs (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

● **REVISION DE LA DIRECTIVE EAUX RESIDUAIRES URBAINES : DE NOUVEAUX DEFIS A RELEVER**

La révision de la Directive Eaux Résiduares Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduares urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 Equivalents Habitant (EH) , avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;
- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

- **REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES : DES POSSIBILITES D'USAGES ELARGIES AU BENEFICE DE LA SOBRIETE HYDRIQUE !**

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc...) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

Cet objectif a été rappelé dans l'instruction interministérielle du 1^{er} juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau. En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- le décret 2024-33 du 24 janvier 2024 (JO du 25 janvier 2024) puis le décret 2024-769 du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024 (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.

D'autres textes mis en consultation en 2024 sont toujours attendus pour publication dont l'arrêté visant à encadrer la réutilisation des eaux usées traitées pour des usages urbains (nettoyage de rues, hydrocurage, ...).

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

• **PLAN GOUVERNEMENTAL PFAS**

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées « PFAS ») a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique.

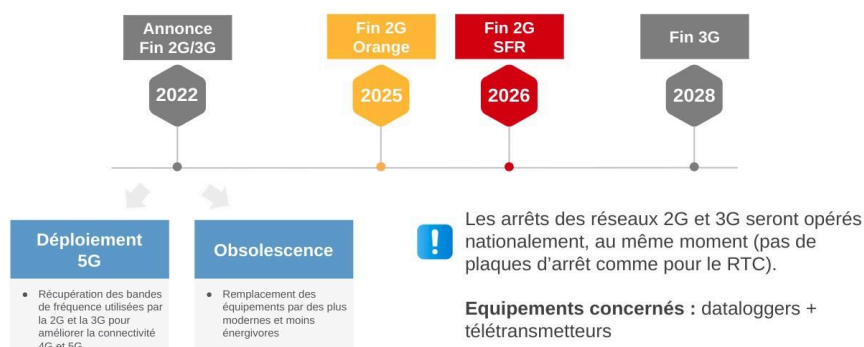
En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues. A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE).

• **FIN DES RÉSEAUX RTC, 2G ET 3G**

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.

Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment.



A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.

2.

LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION



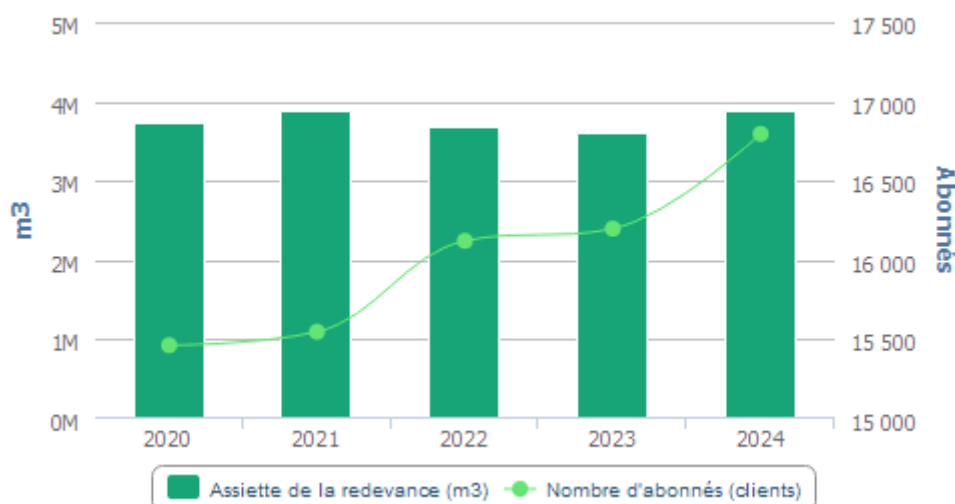
Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées aux paiements des factures.

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	15 463	15 548	16 121	16 198	16 796	3,7%
Abonnés sur le périmètre du service	15 460	15 545	16 118	16 195	16 793	3,7%
Autres services (réception d'effluent)	3	3	3	3	3	0,0%
Assiette de la redevance (m3)	3 713 518	3 865 444	3 681 339	3 587 065	3 885 301	8,3%
Effluent collecté sur le périmètre du service	3 469 921	3 474 210	3 393 148	3 303 497	3 586 784	8,6%
Autres services (réception d'effluent)	243 597	391 234	288 191	283 568	298 517	5,3%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Le volume de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

	2020	2021	2022	2023	2024
Assiette de la redevance réception d'effluent autres services (m3)	243 597	391 234	288 191	283 568	298 517
Réception d'effluents de l'ex SIA de l'ALTENBACH	96 289	155 104	114 114	116 081	108 053
Réception d'effluents des communes de HAGENTHAL-LE-HAUT et HAGENTHAL-LE-BAS	78 362	118 376	90 050	91 028	106 384

Réception d'effluents des communes de RANSPACH-LE-HAUT, RANSPACH-LE-BAS et MICHELBACH-LE-BAS	68 946	117 754	84 027	76 459	84 080
--	--------	---------	--------	--------	--------

→ *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	19	17	16	9	1	-88,9%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	579	738	719	434	716	65,0%
Taux de mutation	3,8 %	4,8 %	4,5 %	2,7 %	4,4 %	63,0%

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

- **Nos engagements consommateurs**

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

Nos 8 engagements

témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de votre eau et de celle de tous les services que vous attendez.

1

L'information systématique sur la qualité de votre eau et la réponse en 24h à vos questions *

2

Des conseils et alertes en cas de surconsommation, pour préserver les ressources en eau

3

POUR ACCÉDER À CES SERVICES, TÉLÉCHARGEZ NOTRE APPLICATION ICI :

L'accès 24/7 à un service consommateurs omnicanal, adapté à chacun

4

Des conseillers clientèle près de chez vous, pour un service consommateurs 100% France

5

Le respect des délais d'intervention chez vous *

6

L'aide à la maîtrise de votre budget eau *

7

Le recueil de votre satisfaction en toute occasion *

8

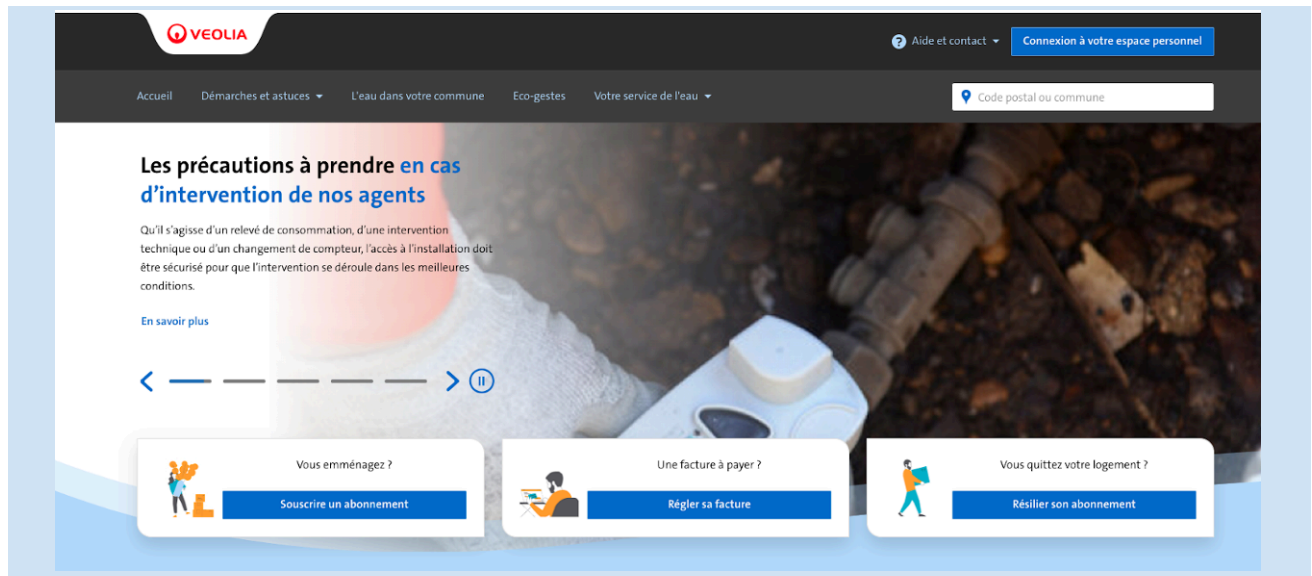
Une réponse aux réclamations sous 7 jours *

Nos engagements sont si précieux, qu'en cas de non respect, nous vous offrons 30 euros, lorsque vous nous le signalez. Rendez-vous sur eau.veolia.fr pour en savoir plus !

Ces engagements sont détaillés sur notre site eau.veolia.fr à la rubrique “Votre service de l’eau s’engage”. Ceux signalés par un astérisque font l’objet d’une garantie de service qui se traduit par un remboursement de 30 euros après signalement du consommateur en cas de manquement.

- **Notre nouveau site internet**

Plus moderne, plus simple et clair, le nouveau site internet du service de l’eau de votre collectivité met l’accent sur le parcours du consommateur. Sans navigation longue, les trois opérations clefs qui génèrent le plus grand nombre de demandes sont directement accessibles. L’emménagement, le paiement en ligne des factures et la résiliation sont disponibles dès la première page de connexion.



Plusieurs pages sont consacrées aux éco-gestes qui contribuent aux économies d’eau et à la lutte contre le dérèglement climatique, en permettant notamment à chaque consommateur de simuler la consommation de son foyer.

Les “ bons réflexes ” sont également détaillés afin de réduire l’impact des rejets sur le milieu naturel.

- **Notre nouvel outil de gestion des relations clients**

Nous avons modernisé notre outil logiciel de gestion des relations clients pour simplifier les démarches et rendre nos services plus réactifs.

Les évolutions mises en place permettent par exemple :

- o un choix des dates de prélèvement et de mensualisation en ligne, à tout moment par l’usager ;
- o une possibilité de télécharger directement des justificatifs de domicile ;
- o de diminuer les délais entre le relevé de compteur et la réception de la facture par le consommateur.

- **Notre volonté d’ancrage territorial**

L’engagement de Veolia en faveur d’un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s’appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d’eau et d’assainissement à obtenir l’attestation “Relation Client 100% France”.

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.



Veolia dispose en particulier de 11 Centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire national : Liévin, Vaulx-en-Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxéville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint-Maurice.

- **La multiplicité de nos contacts avec les consommateurs**

Que les demandes des consommateurs soient exprimées par téléphone, courrier, mail, et quel qu'en soit le motif, elles sont systématiquement enregistrées et qualifiées par les conseillers consommateurs.

Le suivi des demandes clients est ainsi total, les conseillers pouvant aisément avoir connaissance des précédentes demandes d'un consommateur ou bien le renseigner sur leur instruction.

Canaux de communication utilisés par les consommateurs sur votre service d'assainissement

Canal du contact	Nombre de demandes
Téléphone	44
Internet	3
Courrier	1
Visite en Agence	0

Objet des demandes des consommateurs sur votre service d'assainissement

Motif de la demande	Nombre de demandes traitées
Intervention	22
Autres	1

- **A l'écoute des usagers**

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau,
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Satisfaction globale	86	74	77	76	77	+1
La continuité de service	96	91	94	89	88	-1
Le niveau de prix facturé	64	50	55	55	54	-1
La qualité du service client offert aux abonnés	82	72	73	71	73	+2
Le traitement des nouveaux abonnements	77	71	74	76	77	+1
L'information délivrée aux abonnés	77	70	72	70	72	+2

2.3 Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2024 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux d'impayés	0,38 %	0,92 %	0,76 %	0,62 %	0,87 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	30 416	66 808	67 569	49 604	78 954
Montant facturé N - 1 en € TTC	7 962 162	7 238 281	8 927 963	7 952 574	9 113 577

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2024, le montant des abandons de créance s'élevait à 896 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	0	0	0	0	10
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	0,00	0,00	0,00	0,00	895,70
Assiette totale (m3)	3 713 518	3 865 444	3 681 339	3 587 065	3 885 301

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

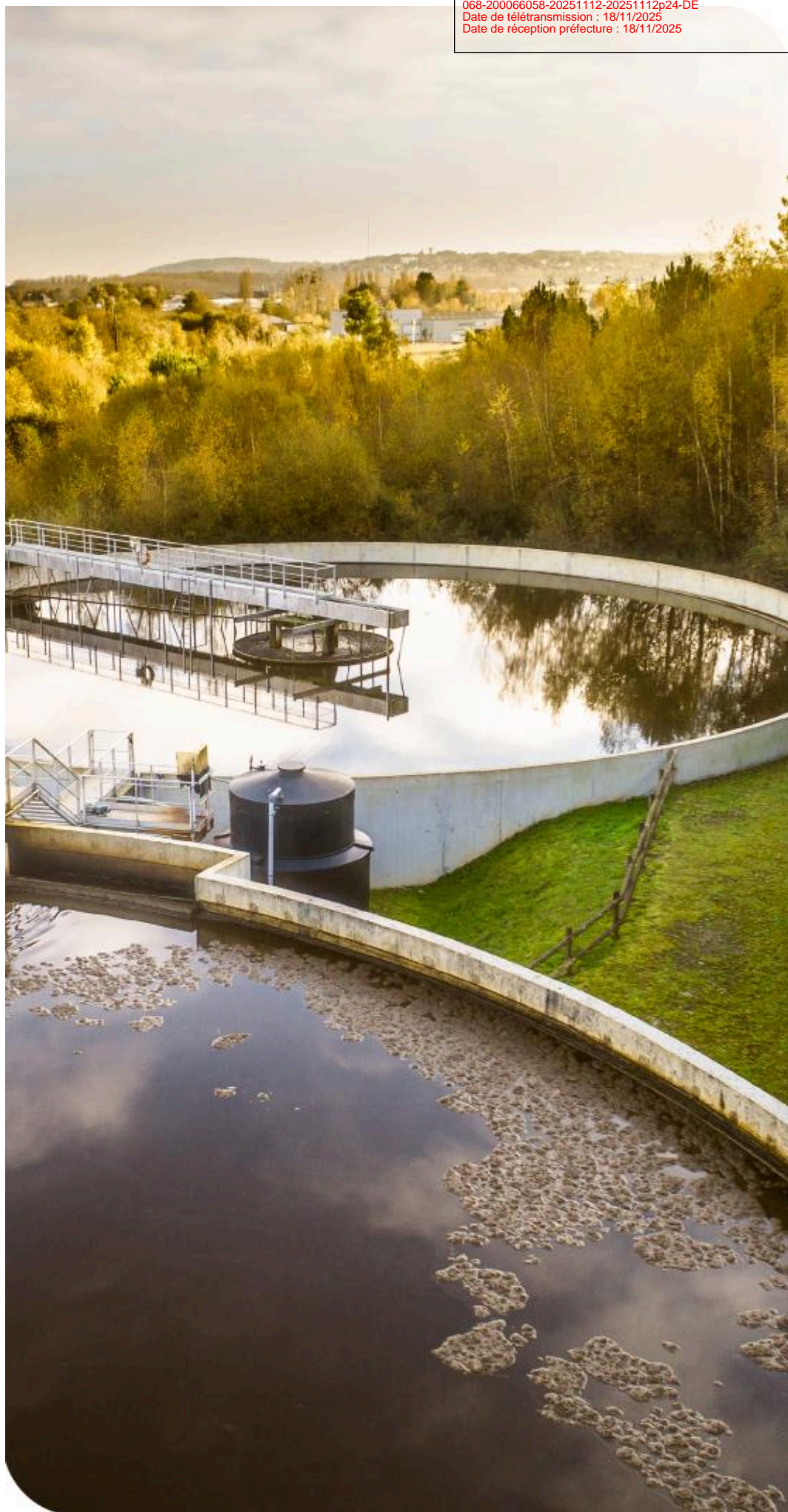
→ **Les échéanciers de paiement**

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	76	109	92	90	182
Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés	34	41	146	51	30

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuration en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
STEP 3 FRONTIERES	6 460	100 000	52 480
Capacité totale :	6 460	100 000	52 480

Capacité épuration en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR rue du Rhin/imp des oiseaux	Non	40
PR rue de Blotzheim – Bartenheim	Non	-
PR Augraben (Kembs)	Non	41
PR Beaulieu - St Louis	Non	80
PR Bois Vert - St Louis	Non	85
PR BOSQUETS - KEMBS	Non	60
PR Centre de secours - St Louis	Non	108
PR Chemin du Hellhof - St Louis	Non	52
PR EP BLOTZHEIM - Rue du Moulin	Non	75
PR EU HESINGUE - Liesbach	Non	250
PR EU SAINT-LOUIS - EuroEastPark	Non	-
PR Horticulture - St Louis	Non	190
PR Industrie - Blotzheim	Non	52
PR Lertzbach - Hégenheim	Non	250
PR Lertzbach (Hégenheim)	Non	-
PR Muguet - St Louis	Non	32
PR Orchidées - St Louis	Non	25
PR Pêcheurs/Anémones (Kembs)	Non	-
PR Petite Camargue - St Louis	Non	110
PR Piscine couverte - Village-Neuf	Non	-
PR Quai du Maroc - Huningue	Non	297
PR Rousserolles - St Louis	Non	32
PR rue Canal Savigneux-Rosenau	Non	108
PR rue de Bâle - HEGENHEIM	Non	-
PR rue de Blotzheim - Hésingue	Non	25
PR rue de Habsheim - Kembs	Non	40

PR rue de la Forêt - Kembs	Non	15
PR Rue de l'industrie - Blotzheim	Non	-
PR rue de Saint-Louis - Rosenau	Non	36
PR rue des Champs - Kembs	Non	40
PR rue des Etangs - St Louis	Non	52
PR rue des Jardins - Rosenau	Non	35
PR rue des Pâquerettes -Rosenau	Non	56
PR rue du Stade - Hésingue	Non	75
PR rue Jean Mermoz à Blotzheim	Non	54
PR rue Jean Moulin - Blotzheim	Non	75
PR Rue Kirchweg - Saint-Louis	Non	-
PR rue 3 Frontières Huningue	Non	45
PR Salle des Sports - Huningue	Non	27
PR Stade de Football - Huningue	Non	56
PR Stade de l'Au - St Louis	Non	21
PR Station Pyramide - Huningue	Non	62
PR Supermarché - Kembs	Non	18
PR WITTERSBACH - Saint-Louis	Non	15
PR Zone Industrielle - Hésingue	Non	75
PR+BO+DO32-BAKERO (Kembs C.)	Non	65
PR+BO+DO33-BAKERO (Kembs L.)	Non	110
PR+BO+DO37 - BAKERO (Rosenau)	Non	291
PR138 - Technoparc (Hésingue)	Non	56
ZAC des 3 Chênes - Rosenau	Non	19

Autres installations

Bassin d'orage Carrefour Europe
Bassin d'orage du Sporténum
BO HESINGUE
BO Roselière (St-Louis)
DO1 - Chemin Forêt (Hégenheim)
DO10 - Fleurs (Buschwiller)
DO11-rue Wentzwiller-Buschwiller
DO12-rue Hésingue-Buschwiller
DO13-rue Hésingue-Buschwiller
DO14-Charles Wolf (Blotzheim)
DO15 - Artisanat (Blotzheim)
DO16 - Moulin (Hésingue)
DO17 - Ruisseau (Hésingue)
DO18 - Aéroport (Hésingue)
DO19 - Roselière (Saint-Louis)
DO2-rue Buschwiller-Hégenheim
DO20 - Canal (St-Louis)
DO21 - Barrage (Saint-Louis)
DO22 - Michelfelden (St-Louis)
DO23 - Sportenum (Saint-Louis)
DO24-Gal de Gaulle (St-Louis)

DO25 - Bld Alsace-Village-Neuf
DO26 - Ancre (Huningue)
DO27 - Michelfelden (Huningue)
DO28 - Maroc (Huningue)
DO29 - Marronniers (Huningue)
DO3 - Philippe (Hégenheim)
DO34 - rue de Kembs (Rosenau)
DO35 - SIPES (Rosenau)
DO36 - SIPES (Rosenau)
DO38 - Rosenau (Bartenheim)
DO4 - Vignes (Hégenheim)
DO40-Allée Marronniers-Huningue
DO41 - Fleurs (Buschwiller)
DO42-rue Wentzwiller-Buschwiller
DO43-rue Wentzwiller-Buschwiller
DO44-rue Buschwiller
DO45 - Stade de l'Au-St-Louis
DO46 - Beaulieu (Saint-Louis)
DO47 - Cimetière (Bartenheim)
DO48 - 19 Novembre-Bartenheim
DO49 - Canal (Kembs)
DO5 - Alsace (Hégenheim)
DO50-rue Wentzwiller-Buschwiller
DO51-rue Wentzwiller-Buschwiller
DO52 - Pierre Barbier-St-Louis
DO53 - Landes (Buschwiller)
DO54 - Landes (Buschwiller)
DO55 - Chemin accès Vortex-VN
DO6 (Rue de Bâle)
DO8 - Vosges (Buschwiller)
DO9 - Cerisiers (Buschwiller)
Vortex (BO) Accacias Kembs
Vortex (BO) Moulin Kembs
Vortex Stade de l'Au
Vortex Village Neuf

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1^{er} février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les canalisations, branchements et équipements

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	338,9	339,0	339,6	340,7	342,2	0,4%
Canalisations eaux usées (ml)	29 044	28 793	28 855	30 423	30 372	-0,2%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	27 777	27 529	27 392	28 993	28 936	-0,2%
<i>dont refoulement (ml)</i>	1 267	1 264	1 463	1 430	1 436	0,4%
Canalisations unitaires (ml)	275 754	275 574	275 871	274 838	275 349	0,2%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	264 716	264 755	265 052	263 780	264 197	0,2%
<i>dont refoulement (ml)</i>	11 038	10 819	10 819	11 058	11 152	0,9%
Canalisations eaux pluviales (ml)	34 069	34 598	34 849	35 428	36 471	2,9%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	34 069	34 598	34 849	35 160	36 185	2,9%
<i>dont refoulement (ml)</i>	0	0	0	268	286	6,7%
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	13 907	13 962	14 038	14 083	14 004	0,0%
Nombre de branchements eaux pluviales	354	355	360	360	360	0,0%
Ouvrages annexes						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	10 203	10 220	10 369	10 409	10 433	0,2%
Nombre de regards	8 672	9 027	9 030	9 107	9 125	0,2%
Nombre de déversoirs d'orage	56	56	56	56	56	0,0%

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2024, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,11 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	0,11	0,11	0,19	0,11	0,11
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	304 798	304 367	304 726	305 261	305 721
Longueur renouvelée totale (ml)	63	0	1 371	279	82

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2024 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2020	2021	2022	2023	2024
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	115	115	116	113	113

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		95,4 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	10
Total Parties A et B		45	40
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	13
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	10
VP262	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
Total:		120	113

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
STEP FILE EAU PARTIE 1		
F EAU RELEVAGE AMONT		
VARIATEUR FREQUENCE TELEMECANIQUE	Renouvellement	Compte
POMPE REFOULEMENT N°7	Renouvellement	Compte
VARIATEUR FREQUENCE TELEMECANIQUE ATVGH75N4	Renouvellement	Compte
F EAU DEGRILLAGE FIN		
Vis Compacteuse	Renouvellement	Compte
F EAU COMPTAGE AMONT		
VANNE MURALE REGULATION MOTORISEE F	Renouvellement pour stock	Compte
F EAU COMPTAGE BY-PASS		
MESURE NIVEAU US - ENDRESSHAUSER 0.06 KW	Renouvellement	Compte
PRELEVEUR ECHANTILLON ASP STATION 2000 ENDRESSHAUS	Renouvellement	Compte
F EAU DESSABLEUR-DESHUILEUR A		
MESURE NIVEAU DEVERSOIR REPARTITEUR VERS DECANTATI	Renouvellement	Compte
F EAU DESSABLEUR-DESHUILEUR B		
TURBINE AERATION FILE B BIOTRADE 4 KW	Renouvellement finalisé 2024	Compte
COMPRESSEUR AIRLIFT FILE B 4 KW	Renouvellement	Compte
MESURE NIVEAU SUR DEVERSOIR REPARTITEUR VERS DECAN	Renouvellement	Compte
Support Aéroflot B	Renouvellement finalisé 2024	Compte
F EAU DESHUILEUR FOSSE GRAISSES		
POMPE TRANSFERT GRAISSES VERS TRAIT A LOBE ALBIN P	Renouvellement	Compte
F EAU DECANTATION FILE A		
AGITATEUR RAPIDE COAGULATION FILE A	Renouvellement	Compte
F EAU BIO FILE A COMP 1		
Agitateur 5 Pré DN File A	Renouvellement	Compte

F EAU BIO FILE A COMP 4		
Agitateur 3 Post DN File A	Renouvellement	Compte
F EAU RECIRC FILE A		
MESURE DEBIT US ENDRESS+HAUSER	Renouvellement	Compte
F EAU RECIRC FILE B		
MESURE DEBIT US ENDRESS+HAUSER	Renouvellement	Compte
F EAU SURPRESSEURS FILES A		
BLOC SURPRESSEUR DBO5 A	Renouvellement	Compte
F EAU SURPRESSEURS SECOURS		
VARIATEUR FREQUENCE TELEMECANIQUE A	Renouvellement	Compte
F EAU METHANOL STOCKAGE		
Remplacement Cuve FeCl3	Renouvellement	Compte
F EAU FLOTTATION FILE A		
RACLEUR DE SURFACE (0,18 KW)	Renouvellement	Compte
Motoréducteur Racleur Surface A	Renouvellement	Compte
F EAU FLOTTATION FILE B		
RACLEUR DE SURFACE 0.18 KW	Renouvellement	Compte
DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE ENDRESS+HAUSER 0.06 K	Renouvellement	Compte
STEP FILE EAU PARTIE 2		
DIVERS		
ETUDE RETOURS EN TÊTE STEP	Renouvellement	Compte
FECL3 FLOTTATION FILE C		
POMPE DOSEUSE OBL 0.30 KW	Renouvellement	Compte
FECL3 FLOTTATION SECOURS		
POMPE DOSEUSE OBL 0.30 KW	Renouvellement	Compte
PREP POLYM FLOTT A		
AGITATEUR VERTICAL N1 0.37 KW	Renouvellement	Compte
ELECTROVANNE EAU PREPA POLYMERE 0.1 KW	Renouvellement	Compte
POSTE TOUTES EAUX PRETRAITEMENT		
POMPE REPRISE KSB 7.5 KW	Renouvellement	Compte
TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES GRAISSES		
POMPE TRANSFERT GRAISSES VERS TRAI	Renouvellement	Compte
TRAITEMENT DES SABLES (NOGGERATH)		
PALAN ELECTRIQUE	Renouvellement	Compte
ELECTROVANNE 1 ALIM EAU DE FORAGE TROMEL DN 50 0.1	Renouvellement	Compte
TRAIT SABLES FILE A		
Regard de visite	Renouvellement	Cté de service
Création Modification Conduites	Renouvellement	Compte
Agitateurs	Renouvellement	Compte
STEP FILE BOUES		
BACHE DE MELANGE		
DILACERATEUR 4 KW	Renouvellement	Compte
SURPRESSEUR FILE SECOURS 4 KW	Renouvellement	Compte

CENTRIFUGEUSE B		
CENTRIFUGEUSE MOTEUR PRINCIPAL ANDR	Renouvellement	Compte
DIAGNOSTIC CENTRIFUGEUSE B	Renouvellement	Compte
ECHANGEUR		
CHAUDIERES GAZ ET ELECTRIQUES GRETEL 180 KW	Renouvellement	Compte
GAZOMETRE VSO		
TRANSMETTEUR GAZ	Renouvellement	Compte
DETECTEUR CH4 MEMBRANE GAZO 0.06 KW	Renouvellement	Compte
TORCHERE ISO GROUP		
MESURE DEBIT BIOGAZ ENDRESS HAUSER	Renouvellement	Compte
BACHE A CENTRATS 700M3		
CLAPET A BOULE	Renouvellement	Compte
POMPE DE VIDANGE SECOURS	Renouvellement	Compte
AMELIOR REJETS CENTRATS	Rénovation	Compte
CONDUITE CENTRATS	Renouvellement	Compte
Prolongement Conduite Centrats	Renouvellement	Compte
Pompe Secours Centrats	Renouvellement	Compte
DESODORISATION		
Adoucisseur Désodo	Renouvellement	Compte
DESODO SOUDE		
POMPE DOSEUSE 0.12 KW	Renouvellement	Compte
DIVERS		
AUTOMATISME DEPLACEMENT PORTAIL	Renouvellement	Compte
Inverseur Auto AE1	Renouvellement	Compte
BORNES ELECTRIQUES VEHICULES	Rénovation	Compte
Régul Automate Supr Nitriif	Rénovation	Compte
Support File Boues	Renouvellement	Compte
INFORMATIQUE TECHNIQUE IMMATERIEL		
SUPERVISEUR VISCON	Renouvellement	Compte
BATIMENT ADMINISTRATIF		
BALLON 500 L	Renouvellement	Compte
ONDULEUR	Renouvellement	Compte
Surp PAC	Renouvellement	Compte
MESURE MESMVS		
ETUVE	Renouvellement	Compte
BATIMENT		
HUISSERIES	Rénovation	Compte
OPERATION SECURISATION MACHINES TOURNANTES		
Sécurisation machines tournantes PR		
Stock S4W	Renouvellement	Compte
OUVRAGES DU RESEAU PARTIE 1		
BASSIN DE DEPOLLUTION - BARTENHEIM		
POMPE 1 VIDANGE BASSIN 3,1KW	Renouvellement	Compte
Regard BO Bartenheim	Renouvellement	Compte

POSTE RELEVAGE BOIS MOULES - BLOTZHEIM		
Trappe Visite	Renouvellement	Compte
POSTE RELEVAGE ZI - HESINGUE		
POMPE 1 - 4.8KW	Renouvellement	Compte
PR STADE DE FOOT - HUNINGUE		
POMPE 1 - 2KW	Renouvellement	Compte
OUVRAGES DU RESEAU PARTIE 2		
BASSIN ORAGE RUE DES ACACIAS - KEMBS LOECHLE		
POMPE 2 VIDANGE BASSIN - 2.9KW	Renouvellement	Compte
POSTE RELEVAGE RUE DE HABSHEIM - KEMBS CENTRE		
Guidage PR Kembs Habsheim	Renouvellement	Compte
POSTE RELEVAGE RUE DES CHAMPS - KEMBS CENTRE		
POMPE 1 - 3.1KW	Renouvellement	Compte
POSTE RELEVAGE SUPERMARCHÉ - KEMBS CENTRE		
BARRE DE GUIDAGE et SUPPORT	Rénovation	Compte
POSTE RELEVAGE ZAC DES 3 CHENES - ROSENAU		
POMPE 1 - 19M3H a 34.6M HMT - 3KW	Renouvellement	Compte
OUVRAGES DU RESEAU PARTIE 3		
POSTE RELEVAGE HORTICULTURE - ST - LOUIS CENTRE		
Tuyauterie PR HORTI 2023	Renouvellement	Compte
Tuyauterie PR HORTI 2024	Renouvellement	Compte
BASSIN VORTEX VILLAGE - NEUF		
POMPE 1 ALIMENTATION VORTEX - 16KW - 320LS	Renouvellement	Compte
POMPE 2 ALIMENTATION VORTEX - 28KW - 720LS	Renouvellement	Compte
BASSIN VORTEX STADE DE L'AU		
Chemin accès 68	Renouvellement	Compte
DIVERS 1ER ETABLISSEMENT		
INFORMATIQUE		
Nouvelle Baie Fibre VPN	Renouvellement	Compte
RESEAU		
Collecteur rue Roquefort	Renouvellement	Compte
Avaloirs Saint Louis	Renouvellement	Compte
POSTE RELEVAGE HESINGUE TECHNOPARK		
Dévoisement conduite refoulement PR Technopark 5A3F	Renouvellement	Compte

→ *Les réseaux et branchements*

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		

BRANCHEMENTS ASSAINISSEMENT MIL.: 3	3 unités	Compte
AVALOIRS ET BOUCHES D'ÉGOUT	4 unités	Compte
CANALISATIONS EAUX USEES DIAMETRE 200	12 ml	Compte
CANALISATIONS EAUX USEES DIAMETRE 200	70 ml	Compte

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ *Les installations*

Travaux réalisés par le délégataire :

Sans objet.

Travaux réalisés par la Collectivité :

Sans objet.

→ *Les réseaux et branchements*

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent ci-dessous :

- Sans objet.

Les principales opérations réalisées par la Collectivité figurent ci-dessous :

- Pose de 21 branchements neufs

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 Nouvelle réforme des redevances

Dans le contexte de la réforme des redevances des agences de l'eau, qui instaure une redevance pour performance des systèmes d'assainissement, la conformité et la performance de vos installations sont présentées selon les trois thèmes évalués pour déterminer le coefficient de modulation globale du système d'assainissement : l'autosurveillance, la conformité réglementaire, et l'efficacité du système.

Il s'agit là de vous apporter de la visibilité sur les indicateurs réglementaires susceptibles d'impacter la redevance. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que certains indicateurs nécessaires au calcul du coefficient de modulation sont estimés ou non disponibles. De la même manière, les seuils retenus sont susceptibles d'être modifiés. Il s'agit donc d'une estimation partielle que nous vous apportons.

Les critères de mesure de la performance par thème sont décrits ci-après.

Nous sommes à votre disposition pour étudier avec vos services les solutions d'amélioration de vos systèmes d'assainissement permettant de vous assurer le meilleur coefficient de modulation possible et de répondre à l'accroissement du niveau d'exigence qu'implique la réforme notamment sur l'autosurveillance.

→ Autosurveillance du système

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance du système de collecte : conformité du manuel d'autosurveillance et proportion de données validées par l'Agence de l'Eau	Indicateur relatif à la présence d'équipements d'autosurveillance	Coefficient fixe
	Indicateur relatif à la réalisation des bilans d'autosurveillance et à la transmission des données d'autosurveillance	
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance de la station : conformité du manuel d'autosurveillance	Indicateur relatif à la transmission d'un rapport d'autosurveillance , selon prescriptions ministérielles	

→ Conformité réglementaire

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)	
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance de la station validé par le Service de la Police des Eaux	Conformité globale du système d'assainissement validée par le Service de la Police des Eaux
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps sec validé par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps de pluie : en fonction du niveau de validation, total ou partiel, par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la limitation des rejets par temps de pluie	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de conformité du système :

- [P203.3] - Conformité de la collecte des effluents,
- [P204.3] - Conformité des équipements d'épuration,
- [P254.3] - Conformité des performances des équipements d'épuration.

Ces indicateurs sont présentés dans les parties 1.4, 4.3 et 4.4 de ce document.

→ Efficacité du système

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur de rendement performant de la station portant sur DBO5, DCO et MES	Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Absence de pollution constatée par l'Office Français de la Biodiversité ou le Service de Police des Eaux
Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Indicateur relatif à la production / évacuation des boues en fonction du procédé de traitement	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de performance du système :

- [D203.0] - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration,
- [P206.3] - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes,
- Taux de rendement des stations,
- Qualité de traitement des boues.

Ces indicateurs sont présentés dans les parties 1.4, 4.4 et 6.4 de ce document.

4.2 La maintenance du patrimoine



ENGAGEMENT

On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, de maintenance, de réparation ou de renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



FOCUS

La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ Les opérations de maintenance des installations

La maintenance préventive est suivie dans notre outil de GMAO nommé VAMS.

→ Les pannes et arrêts

Date	Type d'événement
22/02/2024	Coupure du transformateur électrique en lien avec les files de traitement biologique suite à une maintenance sur un préleveur.
06 et 07/03/2024	Dysfonctionnement au niveau de la file B du traitement biologique nécessitant d'arrêter la recirculation sur cette même file du 06 mars 2024 à 15h00 jusqu'au 07 mars 2024 à 08h30.
22/04/2024	Limitation du débit de traitement de la station à 1100 m3/h suite à une maintenance des files biologiques
21/05/2024	Dysfonctionnement de l'agitateur de la préparation polymère (flottation) de 9h00 à 16h00. L'injection de polymère n'a pas été possible pendant cette période.
30/09 au 05/11/2024	Curage de la file A du dessableur/dégraisseur, cuves coagulation/floculation et décantation primaire = > limitation du débit entrant à 1 100 m3/h
02/12/2024	Dysfonctionnement sur le flotteur permettant l'injection d'eau dans la préparation polymère flottation. L'injection de polymère n'a pas été possible de 8h30 jusqu'à la réparation du flotteur vers 13h30.
17/12 au 19/12/2024	Dysfonctionnement au niveau du pompage de la bache à centrat. Un curage de la bache avec renvoi des eaux/boues chargées en tête de station a été nécessaire.

→ Les opérations de maintenance des réseaux et branchements

Travaux d'entretien sur le réseau	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de réparations de branchements	3	11	8	7	3	-57,1%
Nombre de réparations de collecteurs	0	0	8	3	4	33,3%
Nombre de réparations de regards	2	0	0	2	4	100,0%
Nombre de remplacements de tampons	0	15	27	26	26	0,0%

→ L'auscultation du réseau de collecte

Interventions d'inspection et de contrôle	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	7 417	7 714	8 826	3 921	1 616	-58,8%

Le détail de ces inspections est communiqué dans le compte rendu technique annuel.

→ Le curage

Interventions de curage préventif	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	10 479	10 159	10 970	11 736	10 684	-9,0%
sur accessoires	10 479	10 159	10 970	11 736	10 684	-9,0%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	10 479	10 159	10 620	11 327	10 255	-9,5%
sur déversoir d'orage	0	0	0	0	0	0%
sur puits Perdu	0	0	350	409	429	4,9%
Longueur de canalisation curée (ml)	31 629	35 915	32 158	34 613	32 355	-6,5%

Interventions curatives	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	26	83	88	66	66	0,0%
sur branchements	19	26	35	13	4	-69,2%
sur canalisations	4	9	1	4	17	325,0%
sur accessoires	3	48	52	49	45	-8,2%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	25	48	52	49	44	-10,2%
sur déversoir d'orage	7	0	0	0	1	100%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	1 513	1 952	2 932	1 261	3 206	154,2%

Le détail de ces interventions curatives est donné dans le compte rendu technique annuel.

En 2024, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **1,25 / 1000 abonnés**.

→ Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	10	10	10	10	10	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	304 798	304 367	304 726	305 261	305 721	0,2%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	3,28	3,29	3,28	3,28	3,27	-0,3%

4.3 L'efficacité de la collecte

4.3.1 La maîtrise des entrants

→ Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'Ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),

✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ **Le bilan 2024 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)**

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	26	26	25	22	21

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

Etablissement	Commune	Date de signature	Durée (années)	Date d'échéance
CICE	Saint-Louis	09/08/2016	10	08/08/2026
CRYOSTAR	Hésingue	11/05/2016	10	10/05/2026
ALSAREC	Rosenau	13/04/2016	10	12/04/2026
Magasin LECLERC	Blotzheim	18/07/2018	10	17/07/2028
Magasin LECLERC	Saint-Louis	16/03/2017	10	15/03/2027
DSM	Village-Neuf	10/11/2017	10	09/11/2027
Blanchisserie JP MULLER SARL	Saint-Louis	11/03/2021	10	10/03/2031
A. Raybond	Saint-Louis	29/10/2019	10	27/10/2029
DIEHL METERING (SAPPEL)	Saint-Louis	17/05/2017	10	16/05/2027
DELPHARM	Huningue	24/01/2018	10	23/01/2028
BUBENDORFF	Saint-Louis Lectoure	05/12/2019	10	03/12/2029
BUBENDORFF	Rosenau	05/12/2019	10	03/12/2029
RUBIS TERMINAL	Village-Neuf	04/11/2019	10	03/11/2029
ISL	Saint-Louis	17/04/2018	10	16/04/2028
SUN CHEMICALS (ex BASF)	Huningue	10/05/2023	10	09/05/2033
TRENCH France	Saint-Louis	09/11/2023	10	08/11/2033
Aéroport Bâle Mulhouse	Saint-Louis	25/01/2016	10	31/12/2025
SIGVARIS	Saint-Louis	08/01/2016	10	07/01/2026
SUEZ RV NORD EST (ex SODEC)	Saint-Louis	08/06/2016	10	07/06/2026
SILO de HUNINGUE	Village-Neuf	12/04/2016	10	11/04/2026
EMI	Hésingue	10/11/2017	10	09/11/2027

→ **La conformité des branchements domestiques**

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

4.3.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'usines de dépollution	1	1	1	1	1
Nombre de déversoirs d'orage	56	56	56	56	56
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement	3	3	3	3	3
Nombre de rejets directs du réseau de collecte d'eaux pluviales au milieu naturel	0	0	0	0	0

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	120	120	120	120	120

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
Total Partie A	100	100
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	10
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	120	120

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)	2022	2023	2024
Bassin d'orage Carrefour Europe	625	652	785
BO HESINGUE	625	652	785
DO1 - Chemin Forêt (Hégenheim)	625	652	785
DO11-rue Wentzwiller-Buschwill	625	652	785
DO12-rue Hésingue-Buschwiller	625	652	785
DO13-rue Hésingue-Buschwiller	625	652	785
DO15 - Artisanat (Blotzheim)	625	652	785
DO16 - Moulin (Hésingue)	625	652	785
DO18 - Aéroport (Hésingue)	625	652	785
DO19 - Roselière (Saint-Louis)	625	652	785
DO20 - Canal (St-Louis)	627	652	785
DO21 - Barrage (Saint-Louis)	625	652	785
DO22 - Michelfelden (St-Louis)	625	652	785
DO23 - Sportenum (Saint-Louis)	625	652	785
DO25 - Bld Alsace-Village-Neuf	625	652	785
DO28 - Maroc (Huningue)	625	652	785
DO29 - Marronniers (Huningue)	625	652	785
DO38 - Rosenau (Bartenheim)	625	652	785
DO40-Allée Marronniers-Huningue	625	652	785
DO44-rue Buschwiller ()	625	652	785
DO55 - Chemin accès Vortex-VN	625	652	785
DO9 - Cerisiers (Buschwiller)	625	652	785
PR Lertzbach - Hégenheim	625	652	785
PR+BO+DO32-BAKERO (Kembs C.)	625	652	785
PR+BO+DO33-BAKERO (Kembs L.)	625	652	785
PR+BO+DO37 - BAKERO (Rosenau)	625	652	785
Vortex (BO) Accacias Kembs	625	652	785
Vortex (BO) Moulin Kembs	625	652	785
Moyenne	625	652	785

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m³) :

Point de déversement	2022	2023	2024
Bassin d'orage Carrefour Europe	0	0	0
BO HESINGUE	0	0	0
DO1 - Chemin Forêt (Hégenheim)	0	2 829	4 582
DO11-rue Wentzwiller-Buschwill	168	316	0
DO12-rue Hésingue-Buschwiller	186	147	104
DO13-rue Hésingue-Buschwiller	0	0	0
DO15 - Artisanat (Blotzheim)	0	3 793	3 403
DO16 - Moulin (Hésingue)	0	22 831	32 296
DO18 - Aéroport (Hésingue)	0	9	278
DO19 - Roselière (Saint-Louis)	0	0	0
DO20 - Canal (St-Louis)	0	0	184
DO21 - Barrage (Saint-Louis)	0	3 454	15 209
DO22 - Michelfelden (St-Louis)	0	0	0
DO23 - Sportenum (Saint-Louis)	2 371	0	0
DO25 - Bld Alsace-Village-Neuf		126 847	212 851
DO28 - Maroc (Huningue)	12 904	10 295	15 355
DO29 - Marronniers (Huningue)	0	0	0
DO38 - Rosenau (Bartenheim)	3 503	6 320	12 042
DO40-Allée Marronniers-Huningue	0	10 829	5 398
DO44-rue Buschwiller ()	1 126	3 923	1 614
DO55 - Chemin accès Vortex-VN	13 118	0	0
DO9 - Cerisiers (Buschwiller)	4 041	0	0
PR Lertzbach - Hégenheim	52 236	6 874	3 734
PR+BO+DO32-BAKERO (Kembs C.)	3 078	7 991	4 331
PR+BO+DO33-BAKERO (Kembs L.)	20 611	17 641	36 343
PR+BO+DO37 - BAKERO (Rosenau)	0	0	0
Vortex (BO) Accacias Kembs	92	229	1 434
Vortex (BO) Moulin Kembs	28	2 648	4 668
Total	113 462	226 976	353 826

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kg DBO5) :

Point de déversement	2022	2023	2024
DO18 - Aéroport (Hésingue)	0	1	28
DO21 - Barrage (Saint-Louis)	0	523	2 241
DO23 - Sportenum (Saint-Louis)	296	0	0
DO25 - Bld Alsace-Village-Neuf	0	19 222	20 862
DO55 - Chemin accès Vortex-VN	1 636	0	0
Vortex (BO) Acacias Kembs	11	0	169
Vortex (BO) Moulin Kembs	3	0	549
Total	1 946	19 747	23 131

4.4 L'efficacité du traitement

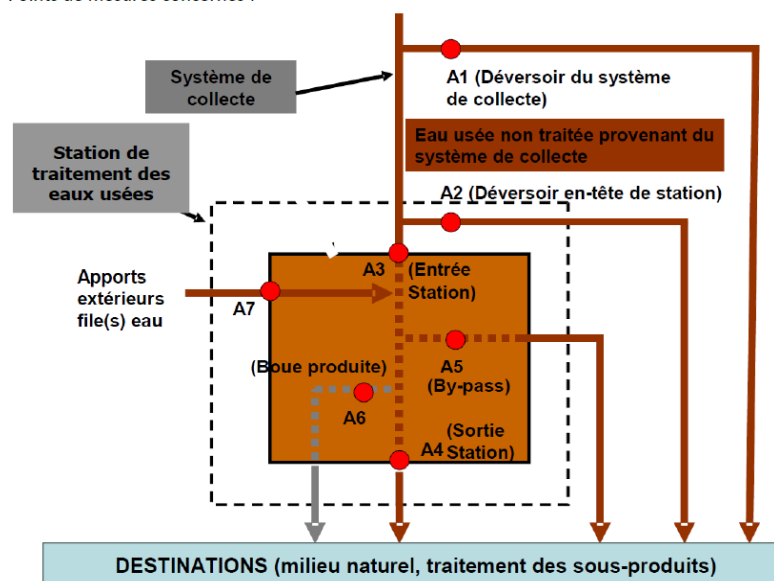
La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.

Points de mesures concernés :



Notre outil interne OPALE est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégué, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 « Conformité de la performance des ouvrages d'épuration » est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

Modification de l'arrêté préfectoral de la station de traitement des eaux usées de Village-Neuf

Au cours de l'année 2021, la DREAL a révisé la Charge Brute de Pollution Organique (CBPO) arrivant sur cette station. La CBPO permet de définir la charge entrante en station et de définir la catégorie à laquelle appartient cette même station.

De ce fait, la STEP de Village-Neuf est depuis le 1er janvier 2022 considérée comme une station > 100 000 EH. Un arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires a été rédigé et signé le 30/09/2021. Ce dernier modifie :

- le nombre d'analyses à effectuer sur une année,
- les seuils de rejets de l'azote (NGL),
- les seuils de rejets du phosphore (Pt).

4.4.1 Conformité globale

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qréef) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police de l'Eau (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	en cours
STEP 3 FRONTIERES	en cours

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2 000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2020	2021	2022	2023	2024
Performance globale du service (%)	87	94	91	95	91
STEP 3 FRONTIERES	87	94	91	95	91

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
STEP 3 FRONTIERES	100	100	100	100	100

4.4.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

STEP 3 FRONTIERES

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité (**)

	2024
Débit de référence (m3/j)	52 480
Capacité nominale (kg/j)	6 460

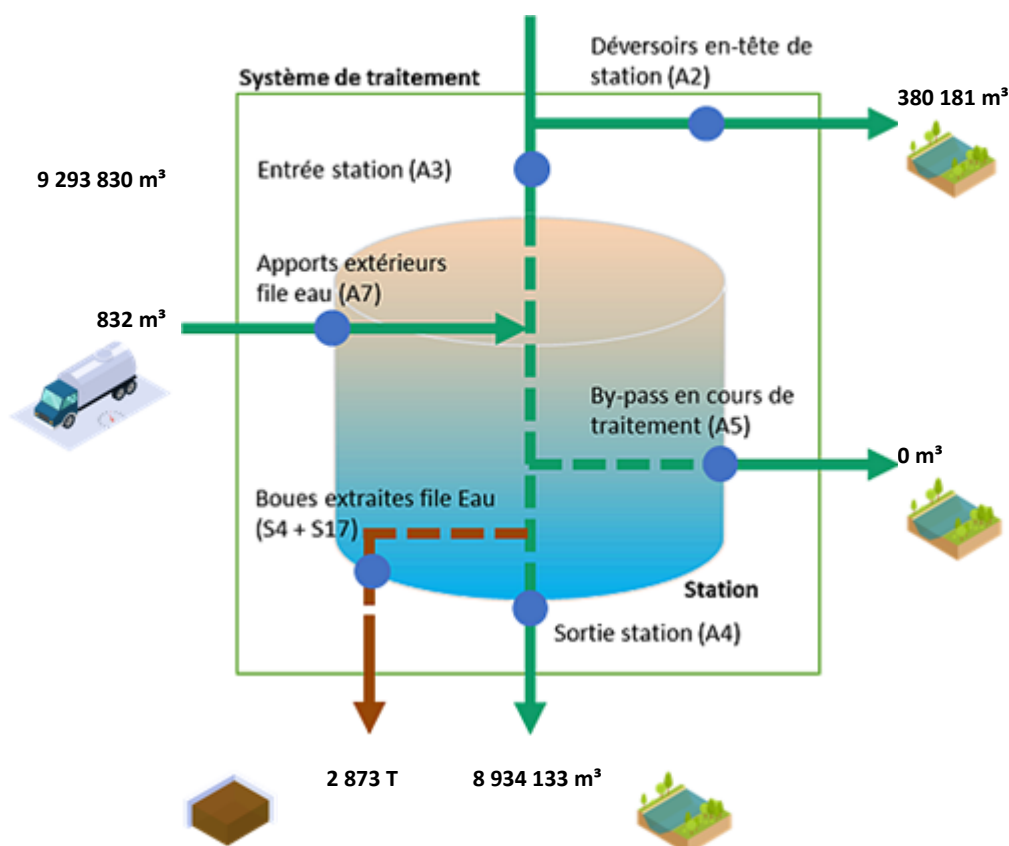
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*) (**)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	100,00	25,00	3000				
moyenne annuelle					10,00	10,00	1,00
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	200,00	50,00	75,00		20,00		
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	75,00	90,00	90,00				
moyen annuel					70,00	75	80,00

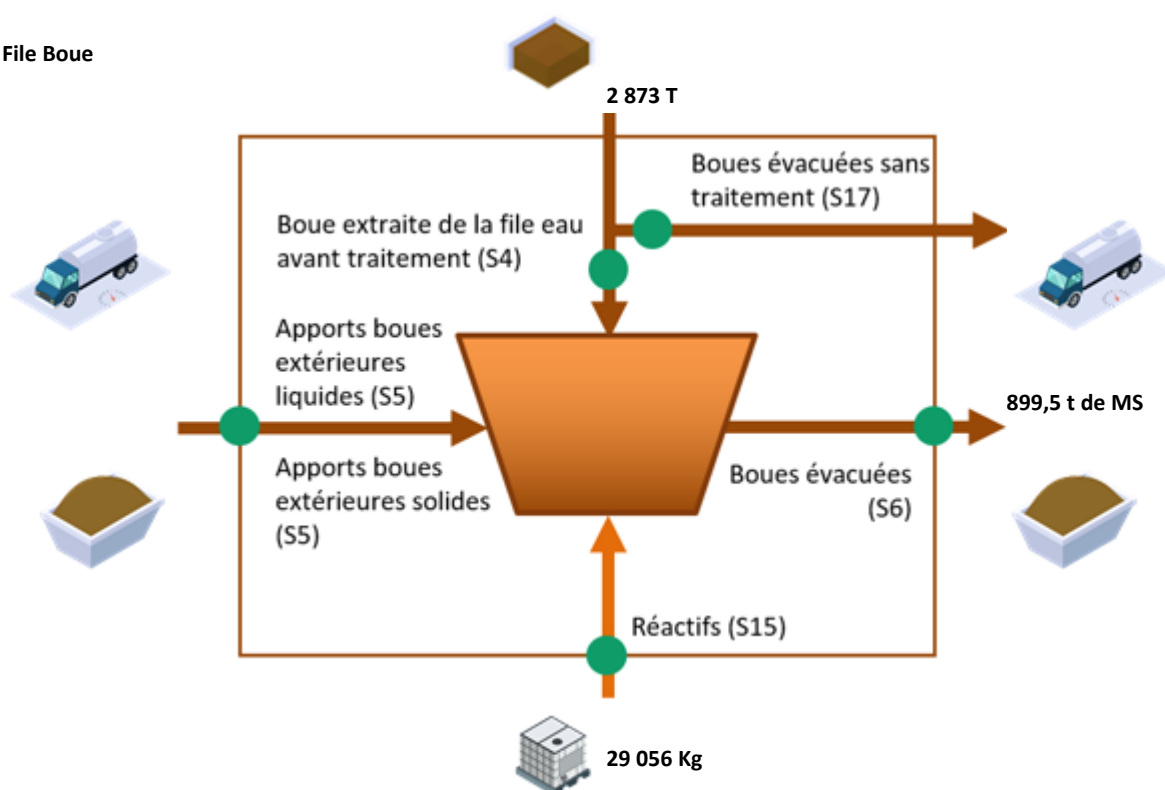
* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

** : Pour cette installation, présence de sous-périodes multiples, la valeur la plus restrictive des différentes sous-périodes a été retenue dans cette synthèse.

File Eau



File Boue



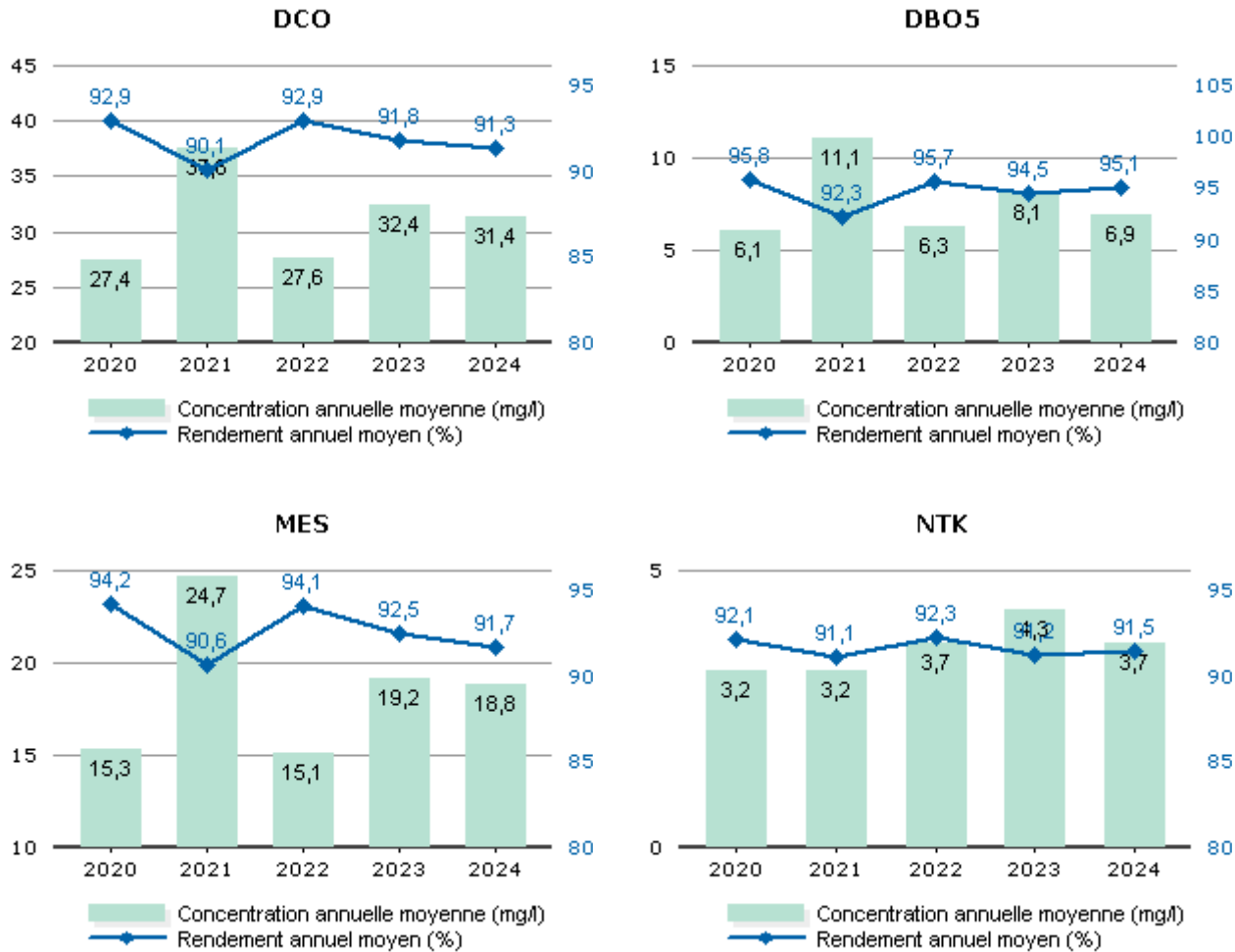
Fréquences d'analyses

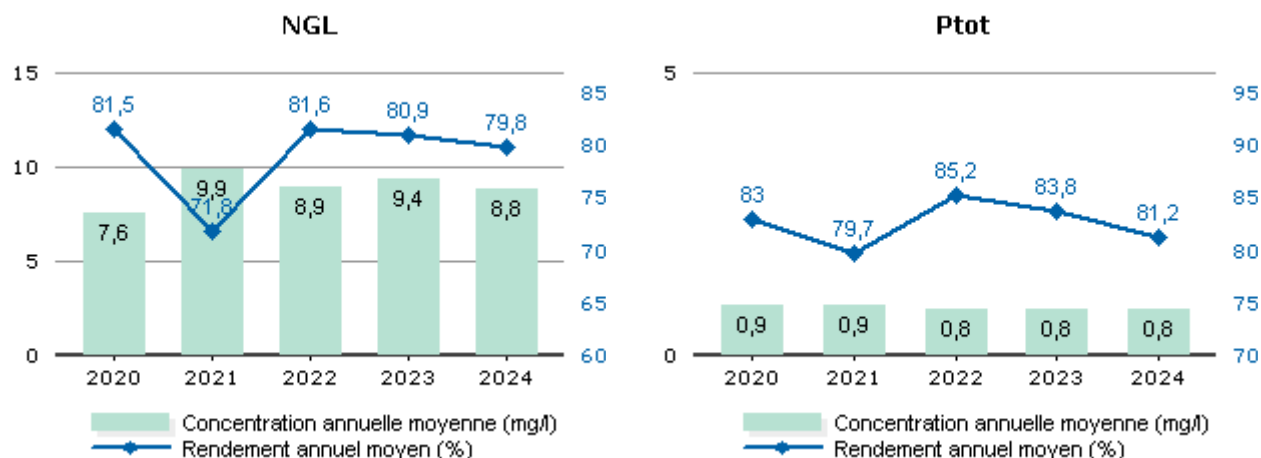
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	156
DBO5	110
MES	156
NTK	110
NGL	110
Ptot	110

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	0,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	670,2	873,6	972,9	1 000,9	899,5

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage sans norme	2999,4	29,99	899,5	100,00
Total	2999,4	29,99	899,5	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Incinération (t) Refus	86,1	104,8	64,2	99,5	79,4
Total (t)	86,1	104,8	64,2	99,5	79,4
Transit (t) Sables	101,6	149,3	99,7	103,6	102,0
Total (t)	101,6	149,3	99,7	103,6	102,0

4.5 L'efficacité environnementale

4.5.1 La maîtrise des consommations d'énergie du service



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	5 147 820	5 283 846	5 441 499	5 119 763	4 939 645	-3,5%
Usine de dépollution	4 945 485	5 022 346	4 911 897	4 730 737	4 595 195	-2,9%
Postes de relèvement et refoulement	176 835	221 866	476 248	336 032	295 717	-12,0%
Autres installations assainissement	25 501	39 635	53 355	52 994	48 733	-8,0%

Le tableau détaillé du bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.5.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

Usine de dépollution - File Eau

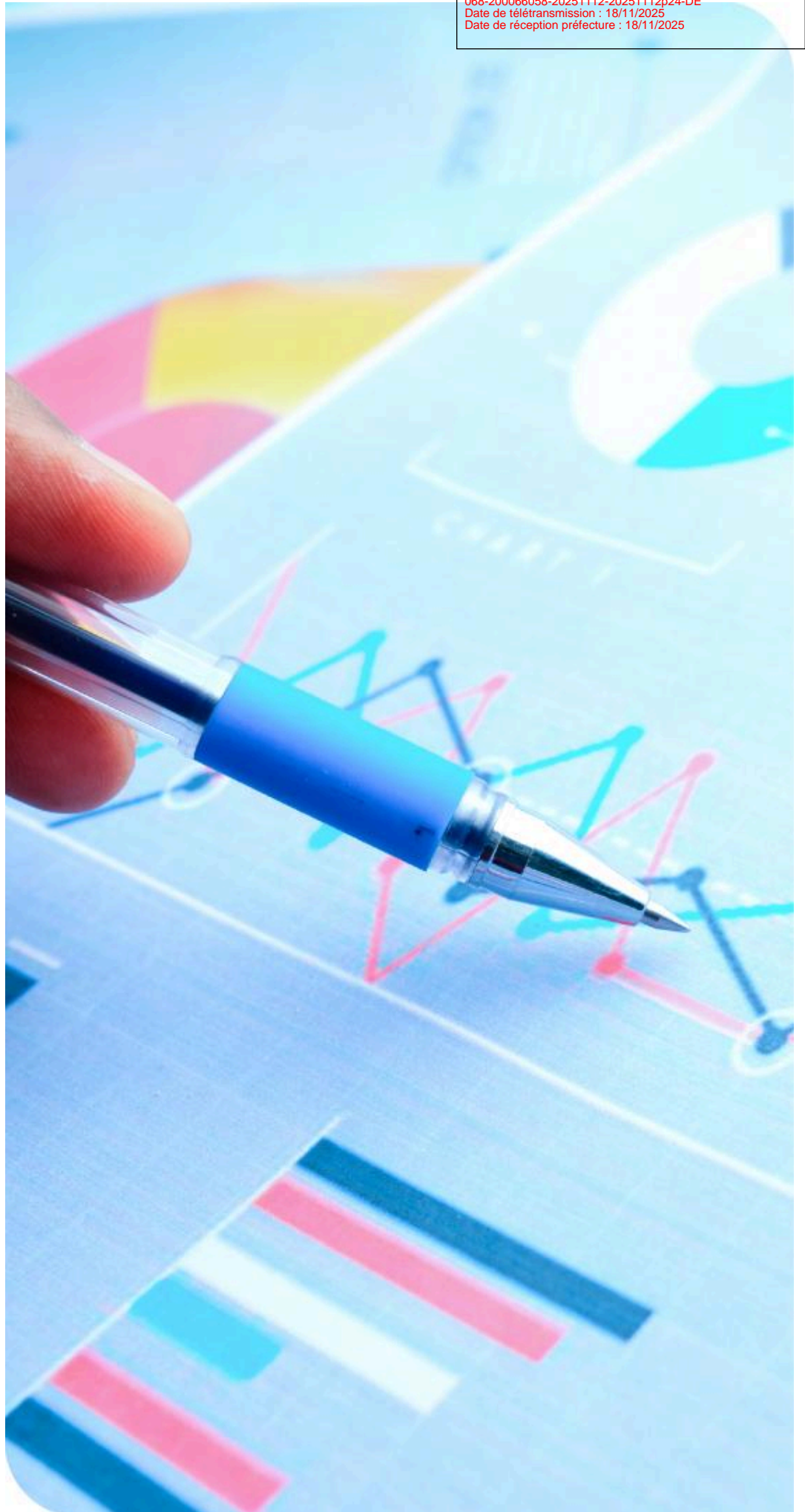
	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
STEP 3 FRONTIERES						
Chlorure ferrique (kg)	594 275	480 422	620 174	720 498	649 464	-9,9%
Méthanol (kg)	127 462	122 293	221 302	270 930	230 658	-14,9%
Polymère (kg)	8 525	9 275	10 400	11 375	11 275	-0,9%

Usine de dépollution - File Boue

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
STEP 3 FRONTIERES						
Polymère (kg)	18 282	20 116	23 200	30 330	29 056	-4,2%

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et des charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2024
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: H4041 - Saint Louis Agglomération (CA3F)

Assainissement

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
PRODUITS	8 214 877	9 197 722	11,96 %
Exploitation du service	4 466 943	5 259 835	
Collectivités et autres organismes publics	3 745 375	3 940 884	
Produits accessoires	2 559	- 2 997	
CHARGES	7 887 997	8 365 411	6,05 %
Personnel	1 103 007	1 286 909	
Energie électrique	539 045	665 995	
Produits de traitement	399 221	344 263	
Analyses	24 421	31 545	
Sous-traitance, matières et fournitures	924 998	913 943	
Impôts locaux et taxes	15 767	57 159	
Autres dépenses d'exploitation	352 919	308 425	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	32 030	39 913	
<i>engins et véhicules</i>	109 827	139 058	
<i>informatique</i>	215 293	279 011	
<i>assurances</i>	40 030	94 542	
<i>locaux</i>	162 366	179 387	
<i>autres</i>	- 206 627	- 423 483	
Redevances contractuelles	0	6 163	
Contribution des services centraux et recherche	299 885	325 059	
Collectivités et autres organismes publics	3 745 375	3 940 884	
Charges relatives aux renouvellements	422 476	425 284	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	118	266	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	422 358	425 018	
Charges relatives aux investissements	40 514	38 165	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	25 817	24 320	
<i>investissements incorporels</i>	14 697	13 845	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	248	302	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	20 123	21 315	
RESULTAT AVANT IMPOT	326 880	832 311	NS
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	81 711	208 069	
RESULTAT	245 170	624 242	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

05/03/2025

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1)
Année 2024

Collectivité: H4041 - Saint Louis Agglomération (CA3F)

Assainissement

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	3 376 573	4 018 432	19,01 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	3 279 007	3 750 839	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	97 566	267 593	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	1 090 370	1 241 403	13,85 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 090 370	1 241 403	
Exploitation du service	4 466 943	5 259 835	17,75 %
Produits : part de la collectivité contractante	3 076 505	3 272 442	6,37 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 849 885	3 269 425	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	226 620	3 016	
Redevance pour les Voies Navigables	54 980	57 900	5,31 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	52 327	57 538	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	2 652	362	
Redevance Modernisation réseau	613 890	610 543	-0,55 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	601 873	609 814	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	12 017	729	
Collectivités et autres organismes publics	3 745 375	3 940 884	5,22 %
Produits accessoires	2 559	- 2 997	NS

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

05/03/25

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1^{er} février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Sans objet.

→ Programme contractuel de renouvellement

Sans objet.

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	2024
Génie civil (€)	3 356,43

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

ETAT D'IMPUTATION AU COMPTE DE RENOUVELLEMENT							
travaux exécutés en 2024							
contrat :	COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS FRONTIERES			H4041			

CHANTIER	LIBELLE	OBS	QTE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
				Dépenses justifiées	Dépenses hors plan	
	SOLDE AU 31/12/2023					485 702,72
	Frais financiers au T4M en vigueur au 01 juillet 2024		3,641 %			17 684,44
	DOTATION ANNUELLE 2024					425 018,08
	volume N-1 x 0,0960 x K2(N) au 1er janvier					
67TR/1962A0A9A11-1-01	RNVT BRANCHEMENTS ASST SLA			14225,50		
67TR/2162A0F9A6V-1-01	RNVT SUPERVISION ASST SLA			-38180,00		
67TR/2162A0F9A6Z-1-01	RNOV CARTER ET PROTEC CENTRI A			0,00		
67TR/2162A0F9A7W-1-01	RNOV CONVERTISSEUR COM AUTOMATE BIO			0,00		
67TR/2362A0F9AB2-1-01	RNOV BORNES ELECTRIQUES DE RECHARGE			7247,42		
67TR/2362A0F9AB7-1-01	RNVT POMPE VIDANGE REACTEUR GRAISSE 2023			1660,07		
67TR/2362A0F9AC5-1-01	RNVT AEROFLOT GRAISSE FILE B 2023			948,61		
67TR/2362A0F9AC9-1-01	RNVT TRANSMETTEUR PRODUCTION BIOGAZ			253,63		
67TR/2362A0F9ACQ-1-01	RNOV COM REGUL AUTOMATE SURP NITRIF			17386,48		
67TR/2362A0F9AD2-1-01	RNVT BLOC MOTEUR VANNE MOTORISEE D'ENTRE			553,36		
67TR/2362A0F9AD3-1-01	RNVT PALPEUR PORTE D'ENTREE			1364,31		
67TR/2362A0F9AD5-1-01	RNVT 2023 PRELEVEUR A2 STEP			4268,82		
67TR/2362A0F9AD7-1-01	RNVT MODIF TUYAUTERIE AIRLIFT + INSTALL			7747,41		
67TR/2362A0F9AD8-1-01	RNOV PORTES ALU X 3			2182,06		
67TR/2362A0F9ADA-1-01	RNVT 2023 P1 PR ZAC 3 CHENES ROSENAU			4056,23		
67TR/2362A0F9ADC-1-01	RNVT MOTOREDUCTEUR COAGULATION DP A			6234,83		
67TR/2362A0F9ADD-1-01	RNVT ADOUCISSEUR DESODO			3884,65		
67TR/2362A0Y9A26-1-01	RNVT ETUDE RETOURS EN TETE STEP			47,09		
67TR/2462A0F7AA2-1-01	RNVT 2024 CREATION REGARD DE VISITE			3394,80		
67TR/2462A0F7AA3-1-01	RNVT 2024 SUITE TUYAUTERIE HORTICULTURE			6504,65		
67TR/2462A0F9ADE-1-01	RNVT 2023 SUPPORT AEROFLOT B			1452,11		
67TR/2462A0F9ADF-1-01	RNVT 2023 REPARATIONS AGITATEURS			14711,31		
67TR/2462A0F9ADG-1-01	RNVT 2023 DILLASCRATRICE MELANGE			17813,52		
67TR/2462A0F9ADH-1-01	RNVT 2023 REPARATION CHAUDIERE ELEC			4982,72		
67TR/2462A0F9ADJ-1-01	RNOV CONDUITE RFLT CENTRATS			15570,17		
67TR/2462A0F9ADK-1-01	RNVT 2023 SURPRESSEUR PAC			4480,96		
67TR/2462A0F9ADL-1-01	RNVT 2023 TUYAUTERIE PR HORTICULTURE			11703,90		
67TR/2462A0F9ADM-1-01	RNVT 2023 GRILLAGE PORTAIL VORTEX V9			0,00		
67TR/2462A0F9ADQ-1-01	RNVT PROLONGEMENT CONDUITE ARRIVEE BACHE			4792,03		
67TR/2462A0F9ADR-1-01	RNVT VIS COMPACTEUSE			3707,00		

67TR/2462A0F9ADS-1-01	RNVT 2024 STOCK MOTORED RACLEUR SURFACE			2252,32			
67TR/2462A0F9ADT-1-01	RNVT 2024 STOCK S4W			2383,05			
67TR/2462A0F9ADU-1-01	RNVT 2024 GUIDAGE PR KEMBS HABSHEIM			1918,96			
67TR/2462A0F9ADV-1-01	RNVT 2024 P1 TTES EAU			2973,68			
67TR/2462A0F9ADW-1-01	RNVT 2024 DEBIT TORCHERE			1589,45			
67TR/2462A0F9ADX-1-01	RNVT 2024 POMPE SECOURS CHANTIER CENTRAT			3716,93			
67TR/2462A0F9ADY-1-01	RNVT 2024 SUPPORTS FILE BOUE			4499,31			
67TR/2462A0F9ADZ-1-01	RNVT 2024 P1 ZI HESINGUE			2824,38			
67TR/2462A0F9AE2-1-01	RNVT 2024 REGARD BO BARTENHEIM			1358,36			
67TR/2462A0F9AE3-1-01	RNVT 2024 TRAPPE VISITE			7194,01			
67TR/2462A0F9AE4-1-01	RNVT 2024 SONDE DECANTATION PRIMAIRE A			1353,42			
67TR/2462A0F9AE5-1-01	RNVT 2024 SONDE DECANTATION PRIMAIRE B			1353,39			
67TR/2462A0F9AE6-1-01	RNVT 2024 ELECTROVANNE TROMEL			1205,05			
67TR/2462A0F9AE7-1-01	RNVT 2024 CREATION MODIFICATION CONDUITE			4786,30			
67TR/2462A0F9AE8-1-01	RNVT 2024 POMPE DOSEUSE SOUDE			1760,86			
67TR/2462A0F9AE9-1-01	RNVT 2024 INVERSEUR AUTO AE1			6871,20			
67TR/2462A0F9AEA-1-01	RNVT RACCORDEMENT ELEC DBO5 SECOURS			3143,66			
67TR/2462A0F9AEB-1-01	RNVT 2024 MOTEUR BOL CENTRIFUGEUSE B			6050,35			
67TR/2462A0F9AED-1-01	RNOV POMPE TUBE 1 VTX V9			9496,32			
67TR/2462A0F9AEE-1-01	RNOV POMPE TUBE 2 VTX V9			9964,57			
67TR/2462A0F9AEF-1-01	RNVT 2024 NOUVELLE BAIE FIBRE VPN SLA			1276,14			
67TR/2462A0F9AEG-1-01	RNVT 2024 MOTORED RACLEUR SURFACE A			2171,66			
67TR/2462A0F9AEH-1-01	RNVT 2024 MOTORED RACLEUR SURFACE B			17149,63			
67TR/2462A0F9AEJ-1-01	RNVT 2024 CURAGE FOSSE VORTEX V9			0,00			
67TR/2462A0F9AEK-1-01	RNVT 2024 POMPE C FECL3 FLOTTATION			1702,81			
67TR/2462A0F9AEL-1-01	RNVT 2024 POMPE SECOURS FECL3 FLOTTATION			1702,81			
67TR/2462A0F9AEM-1-01	RNVT CABLE GRAPPIN TRAITEMENT MDV			32822,36			
67TR/2462A0F9AEN-1-01	RNVT 2024 CLE ET SERRURE LOCAUX ELECTRIQ			0,00			
67TR/2462A0F9AEP-1-01	RNVT 2024 REMISE EN ETAT O2 ROSENAU			0,00			
67TR/2462A0F9AEQ-1-01	RNVT 2024 AGITATEUR 5 PRE DN-FILE A			14662,50			
67TR/2462A0F9AER-1-01	RNVT 2024 AGITATEUR 3 POST-DN FILE A			14662,50			
67TR/2462A0F9AES-1-01	RNVT 2024 SONDE ENTREE BIO FILE A			929,55			
67TR/2462A0F9AET-1-01	RNVT 2024 SONDE ENTREE BIO FILE B			969,98			
67TR/2462A0F9AEU-1-01	RNVT 2024 SONDE ENTREE FLOTTATION FILE B			969,98			
67TR/2462A0F9AEV-1-01	RNVT 2024 REMPLACEMENT EVENT CUVE FECL3			4054,67			
67TR/2462A0F9AEW-1-01	RNVT 2024 CREATION MANCHETTE INOX			1081,98			
67TR/2462A0F9AEX-1-01	RNVT 2024 POMPE LAVEUR A SABLE A			0,00			
67TR/2462A0F9AEY-1-01	RNVT 2024 REMPLACEMENT LOBES BORGER			1736,78			
67TR/2462A0F9AEZ-1-01	RNVT 2024 MOTEUR AGITATEUR PREPA POLY A			879,46			
67TR/2462A0F9AFA-1-01	RNVT 2024 CONDUITE CENTRAT ENTERREE			30781,33			

67TR/2462A0F9AFB-1-01	RNVT 2024 EV PREPA POLY FLOTTATION A			536,50			
67TR/2462A0F9AFC-1-01	RNVT 2024 P1 PR HESINGUE RUE DU STADE			1476,44			
67TR/2462A0F9AFD-1-01	RNVT 2024 P2 BO BARTENHEIM			1832,89			
67TR/2462A0F9AFE-1-01	RNVT 2024 SURPRESSEUR SECOURS DEGAZAGE			4871,19			
67TR/2462A0F9AFG-1-01	RNVT 2024 POMPE SECOURS BACHE A CENTRAT			2601,59			
67TR/2462A0F9AFH-1-01	RNVT 2024 PIECES + INTER CENTRIFUGEUSE B			12169,32			
67TR/2462A0F9AFJ-1-01	RNVT 2024 VARIATEUR PPE RELEVEMENT N°3			1642,25			
67TR/2462A0F9AFK-1-01	RNVT 2024 VARIATEUR PPE RELEVEMENT N°6			2833,68			
67TR/2462A0F9AFL-1-01	RNVT 2024 VARIATEUR PPE RELEVEMENT N°8			2893,42			
67TR/2462A0F9AFM-1-01	RNVT 2024 VARIATEUR ATLAS COPCO FILE A			0,00			
67TR/2462A0F9AFN-1-01	RNVT 2024 P1 PR KEMBS CHAMPS			1556,87			
67TR/2462A0F9AFP-1-01	RNVT CANA ASSAINISSEMENT ROQUEFORT KEMBS			37551,76			
67TR/2462A0F9AFQ-1-01	RNVT DE 4 AVALOIRS ST-LOUIS			14980,50			
67TR/2462A0F9AFR-1-01	RNVT P2 VORTEX ACCACIAS KEMBS			1000,24			
67TR/2462A0F9AFS-1-01	RNVT ETUVE			2762,24			
67TR/2462A0F9AFT-1-01	RNVT CELLULE CH4 GAZOMETRE			1185,54			
67TR/2462A0F9AFU-1-01	RNVT TRANSMETTEUR DEBIT BYPASS			957,06			
67TR/2462A0F9AFW-1-01	RNVT ROUTEUR FIBRE SLA STEP V9			178,94			
67TR/2462A0F9AFX-1-01	RNVT BALLON ECS STEP V9			2262,37			
67TR/2462A0F9AFY-1-01	RNVT CANA TECHNOPARC 5A3F			28727,00			
67TR/2462A0F9AGA-1-01	RNVT BLOC SURPRESSEUR DBO5 A			1264,82			
67TR/2562A0F9AGB-1-01	RNOV P1 TUBE STADE DE L'AU			0,00			
67TR/2562A0F9AGC-1-01	RNOV P2 TUBE STADE DE L'AU			0,00			
67TR/2562A0F9AGD-1-01	RNOV CHEMIN ACCES STADE DE L'AU			0,00			
67TR/2562A0F9AGE-1-01	RNOV 2025 TRAPPES PR MOULIN BLOTZHEIM			0,00			
67TR/2562A0F9AGF-1-01	RNOV DO 49 RUE DU FORT VANNE			0,00			
67TR/2562A0F9AGG-1-01	RNOV GUIDAGE ET SUPPORT KEMBS ARTISANAT			1167,62			
	TOTAL DES CHANTIERS 2024			451 695,55	0,00		
	TOTAL GENERAL AU 31/12/2024			451 695,55	0,00	928 405,24	476 709,68

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée,

l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier la masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

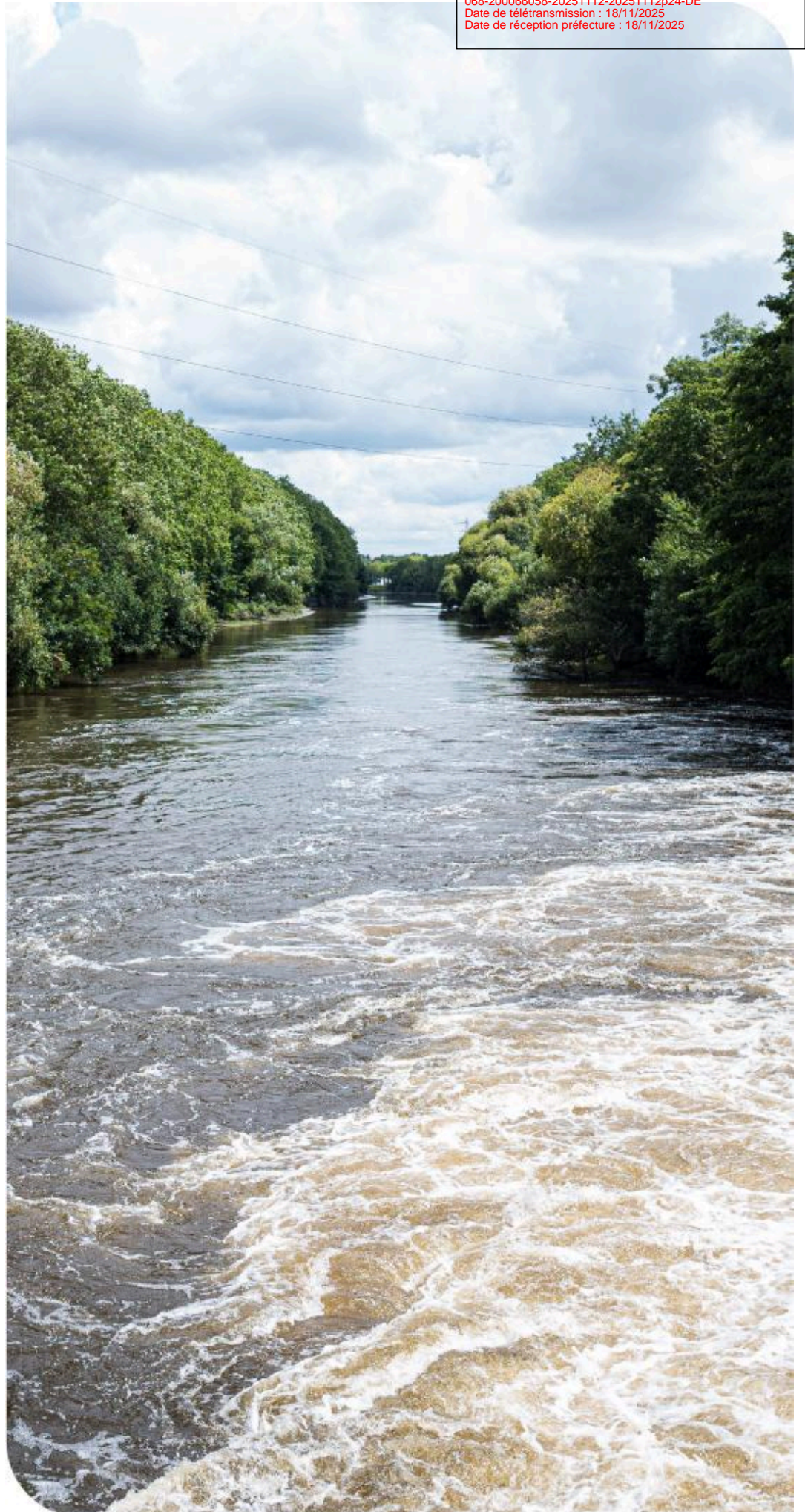
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,...
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

BARTENHEIM	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,76	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,54	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,54	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,59	284,50	-36,21%
TVA			30,55	28,46	-6,84%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

BLOTZHEIM	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,75	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,53	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,53	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,58	284,50	-89,66%
TVA			30,56	28,46	-6,87%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

BUSCHWILLER	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,75	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,53	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,53	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,58	284,50	-92,87%

TVA			30,56	28,46	-6,87%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

HEGENHEIM	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,75	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,53	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,53	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,58	284,50	-89,66%
TVA			30,56	28,46	-6,87%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

HESINGUE	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,75	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,53	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,53	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,58	284,50	-90,06%
TVA			30,56	28,46	-6,87%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

HUNINGUE	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,75	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,53	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,53	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,58	284,50	-89,66%

TVA			30,56	28,46	-6,87%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

KEMBS	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,76	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,54	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,54	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,59	284,50	-36,21%
TVA			30,55	28,46	-6,84%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

ROSENAU	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,76	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,54	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,54	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,59	284,50	-36,21%
TVA			30,55	28,46	-6,84%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

SAINT LOUIS	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,75	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,53	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,53	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,58	284,50	-89,66%

TVA			30,56	28,46	-6,87%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

VILLAGE NEUF	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			275,75	265,47	-3,73%
Part délégataire			130,53	120,25	-7,88%
Consommation	120	1,0021	130,53	120,25	-7,88%
Part collectivité(s)			145,22	145,22	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	1,0435	125,22	125,22	0,00%
Organismes publics			29,83	19,03	-36,21%
Modernisation du réseau de collecte	120		27,96		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,1430		17,16	
Voies Navigables de France assainissement	120	0,0156	1,87	1,87	0,00%
TOTAL € HT			305,58	284,50	-89,66%
TVA			30,56	28,46	-6,87%
TOTAL € TTC			336,14	312,96	-6,90%

6.2 Les données consommateurs par commune

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
BARTENHEIM						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 889	3 995	4 072	4 149	4 190	1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 418	1 418	1 522	1 562	1 563	0,1%
Assiette de la redevance (m3)	201 284	247 427	216 448	88 294	199 466	125,9%
BLOTZHEIM						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 640	4 709	4 777	4 898	5 072	3,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 759	1 794	1 823	1 858	1 992	7,2%
Assiette de la redevance (m3)	263 711	263 347	288 960	315 427	283 244	-10,2%
BUSCHWILLER						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 057	1 066	1 077	1 083	1 079	-0,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	446	437	438	436	457	4,8%
Assiette de la redevance (m3)	54 105	75 367	35 605	44 471	48 117	8,2%
HEGENHEIM						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 493	3 469	3 442	3 435	3 461	0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 270	1 272	1 280	1 279	1 313	2,7%
Assiette de la redevance (m3)	197 997	187 305	188 593	192 277	187 196	-2,6%
HESINGUE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 773	2 799	2 824	2 861	2 917	2,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 093	1 087	1 104	1 102	1 138	3,3%
Assiette de la redevance (m3)	189 654	254 078	214 303	191 216	208 209	8,9%
HUNINGUE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	7 326	7 337	7 358	7 379	7 436	0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 192	1 212	1 225	1 205	1 240	2,9%
Assiette de la redevance (m3)	416 689	403 807	387 987	414 309	449 656	8,5%
KEMBS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 330	5 475	5 598	5 721	5 748	0,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 815	1 815	2 112	2 191	2 185	-0,3%
Assiette de la redevance (m3)	401 959	321 560	271 654	254 595	315 003	23,7%
ROSENAU						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 425	2 417	2 420	2 420	2 426	0,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	895	895	934	960	953	-0,7%
Assiette de la redevance (m3)	97 289	122 439	95 676	87 579	94 301	7,7%
SAINT LOUIS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	21 457	21 927	22 700	23 122	22 959	-0,7%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	4 136	4 181	4 204	4 145	4 424	6,7%
Assiette de la redevance (m3)	1 363 412	1 345 019	1 435 646	1 471 855	1 527 552	3,8%
VILLAGE NEUF						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 366	4 449	4 516	4 581	4 608	0,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 436	1 434	1 476	1 457	1 528	4,9%
Assiette de la redevance (m3)	283 821	253 861	258 276	243 474	274 040	12,6%

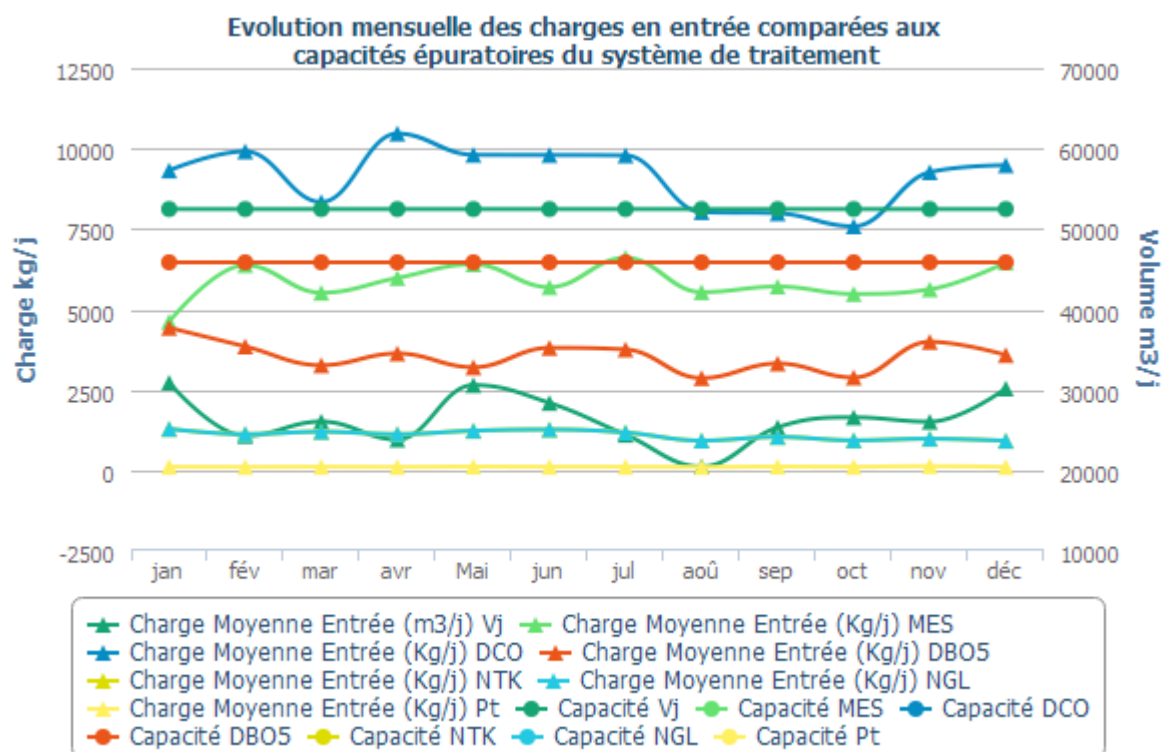
6.3 Le bilan qualité par usine

STEP 3 FRONTIERES

Bilans HCNF / Bilans :

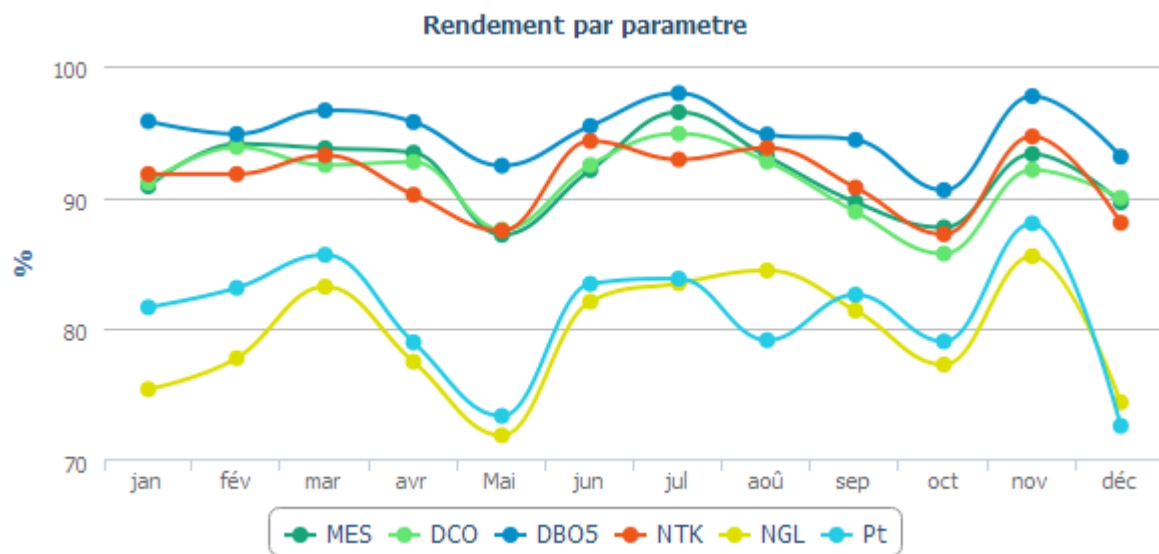
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	30 90 0	1 / 15	4 612	9 321	4 425	1 287,1	1 287,1	107,8
février	24 27 2	0 / 13	6 376	9 910	3 851	1 120,9	1 120,9	100,9
mars	26 05 5	2 / 14	5 514	8 333	3 266	1 196,4	1 196,4	109,6
avril	23 82 0	2 / 14	5 978	10 463	3 629	1 120,7	1 120,7	104,6
mai	30 58 9	2 / 13	6 399	9 804	3 204	1 228,8	1 228,8	114,3
juin	28 36 4	1 / 12	5 693	9 796	3 808	1 266,9	1 266,9	110,0
juillet	24 42 6	0 / 12	6 605	9 787	3 753	1 170,4	1 170,4	110,8
août	20 45 7	0 / 12	5 538	8 025	2 863	924,3	924,3	99,6
septembre	25 32 6	1 / 13	5 709	7 990	3 322	1 032,9	1 032,9	115,5
octobre	26 58 6	14 / 14	5 479	7 582	2 883	927,3	927,3	106,3
novembre	26 03 7	2 / 13	5 621	9 263	3 990	979,0	979,0	124,6
décembre	30 16 6	4 / 11	6 459	9 484	3 584	919,3	919,3	100,6

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

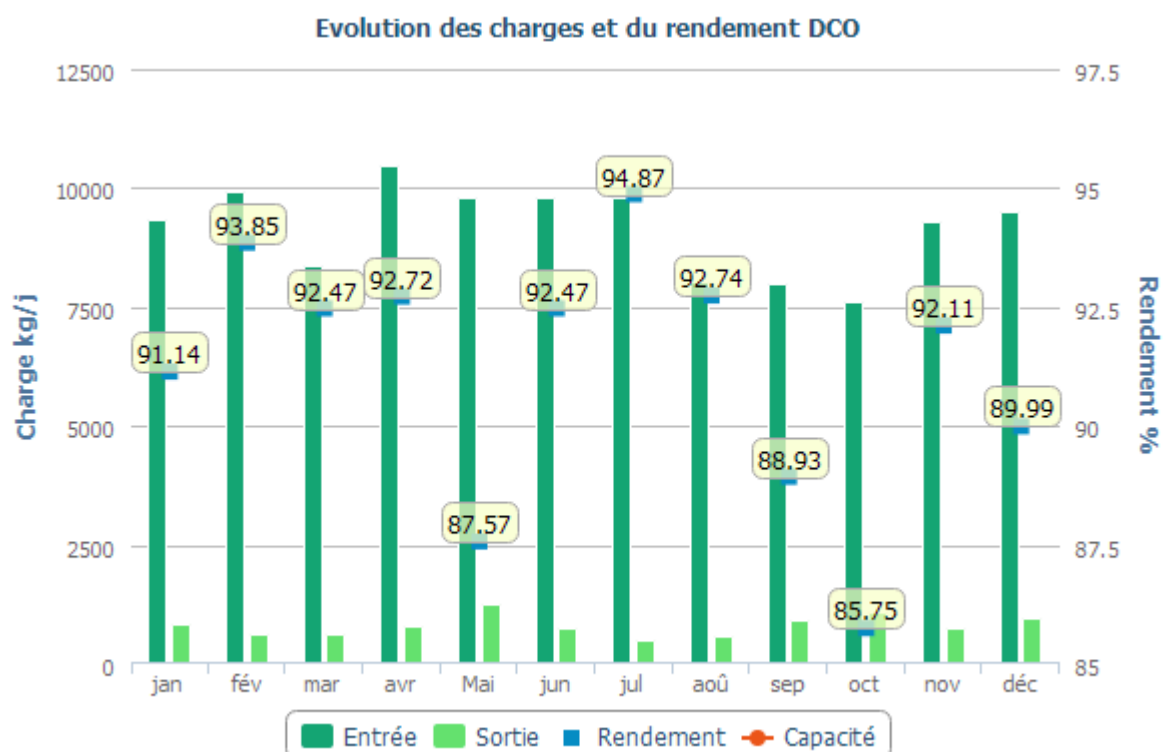
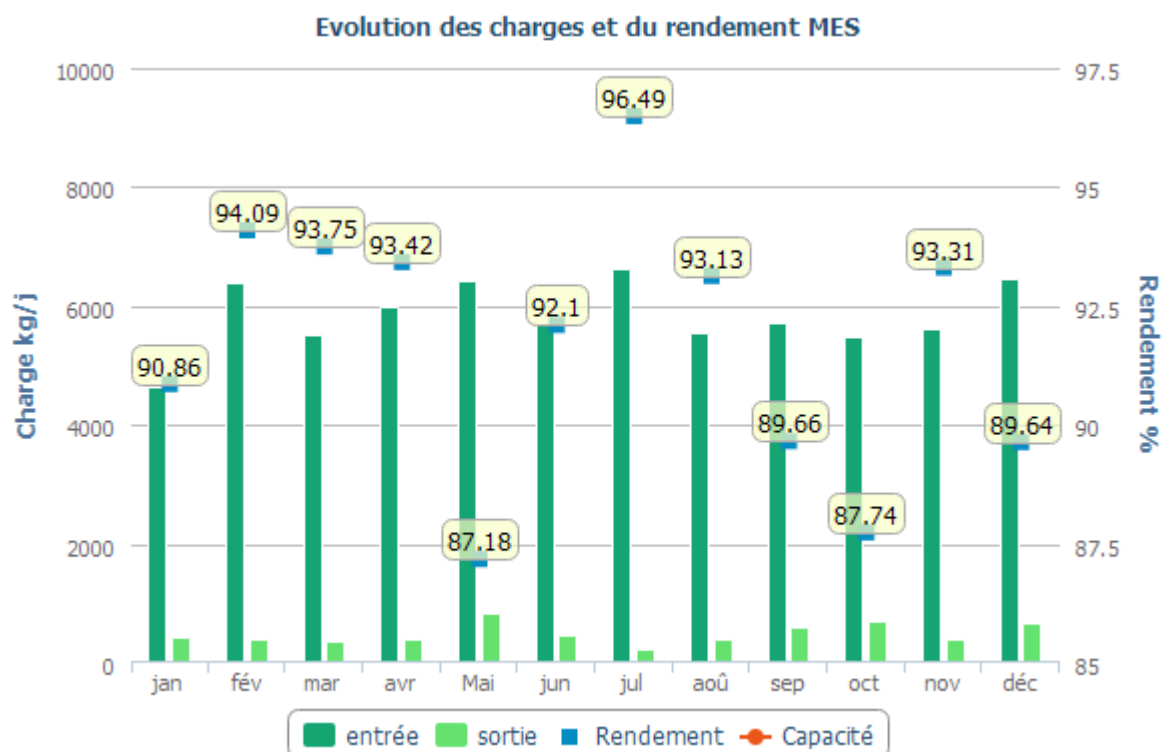


Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

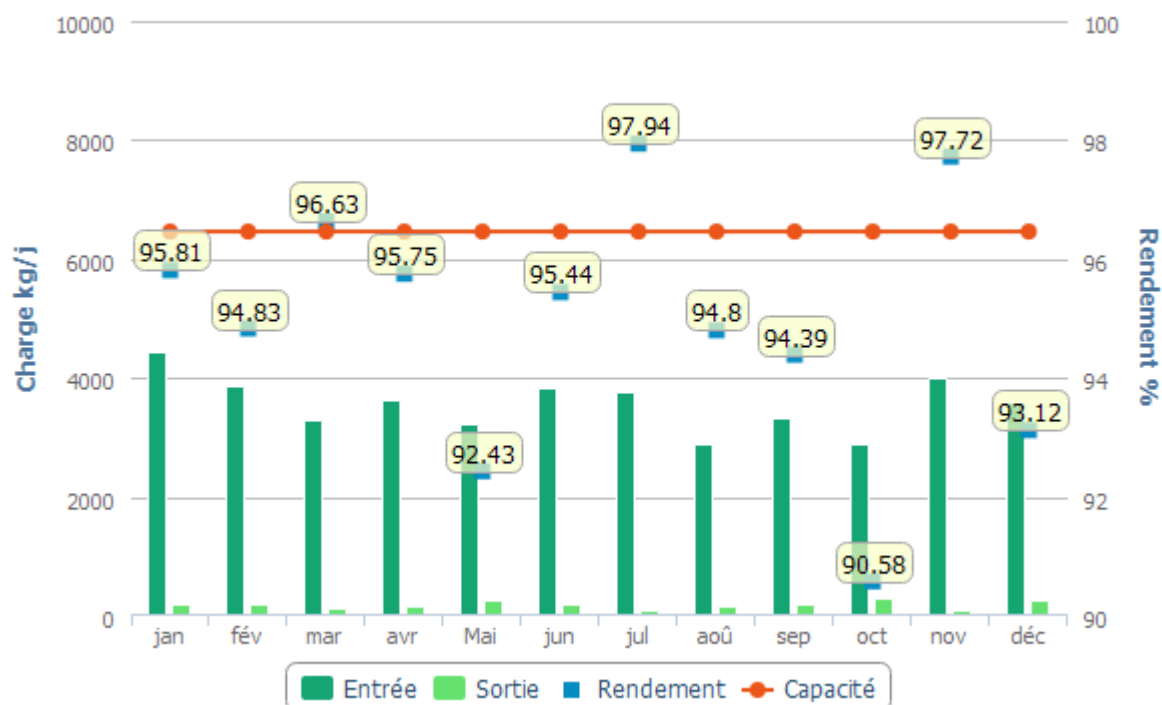
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	421,60	90,86	825,90	91,14	185,41	95,81	105,70	91,79	316,30	75,43	19,80	81,66
février	377,10	94,09	609,60	93,85	199,12	94,83	92,00	91,79	248,90	77,79	17,00	83,14
mars	344,80	93,75	627,30	92,47	110,04	96,63	81,00	93,23	200,50	83,24	15,70	85,65
avril	393,20	93,42	761,40	92,72	154,37	95,75	109,50	90,23	251,90	77,52	22,00	79,00
mai	820,30	87,18	1 218,50	87,57	242,66	92,43	153,60	87,50	344,80	71,94	30,40	73,41
juin	449,90	92,10	737,40	92,47	173,68	95,44	72,10	94,31	226,90	82,09	18,20	83,44
juillet	232,00	96,49	502,40	94,87	77,25	97,94	83,00	92,91	193,30	83,49	17,90	83,85
août	380,70	93,13	582,30	92,74	148,93	94,80	57,40	93,79	143,70	84,46	20,80	79,17
septembre	590,30	89,66	884,60	88,93	186,45	94,39	95,30	90,77	192,00	81,42	20,10	82,63
octobre	671,80	87,74	1 080,30	85,75	271,52	90,58	118,60	87,22	210,40	77,31	22,30	79,07
novembre	376,00	93,31	730,50	92,11	90,81	97,72	52,30	94,66	141,40	85,55	14,90	88,04
décembre	669,00	89,64	949,50	89,99	246,48	93,12	109,50	88,09	234,90	74,44	27,50	72,65



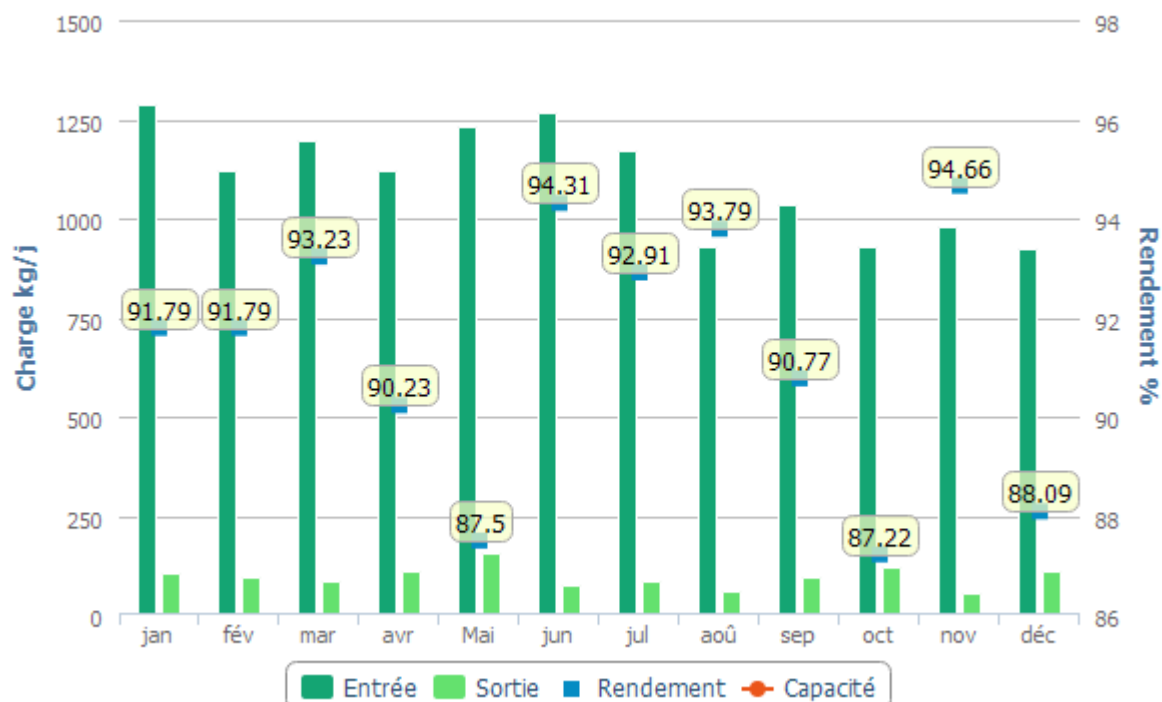
Evolution des charges et du rendement par paramètre



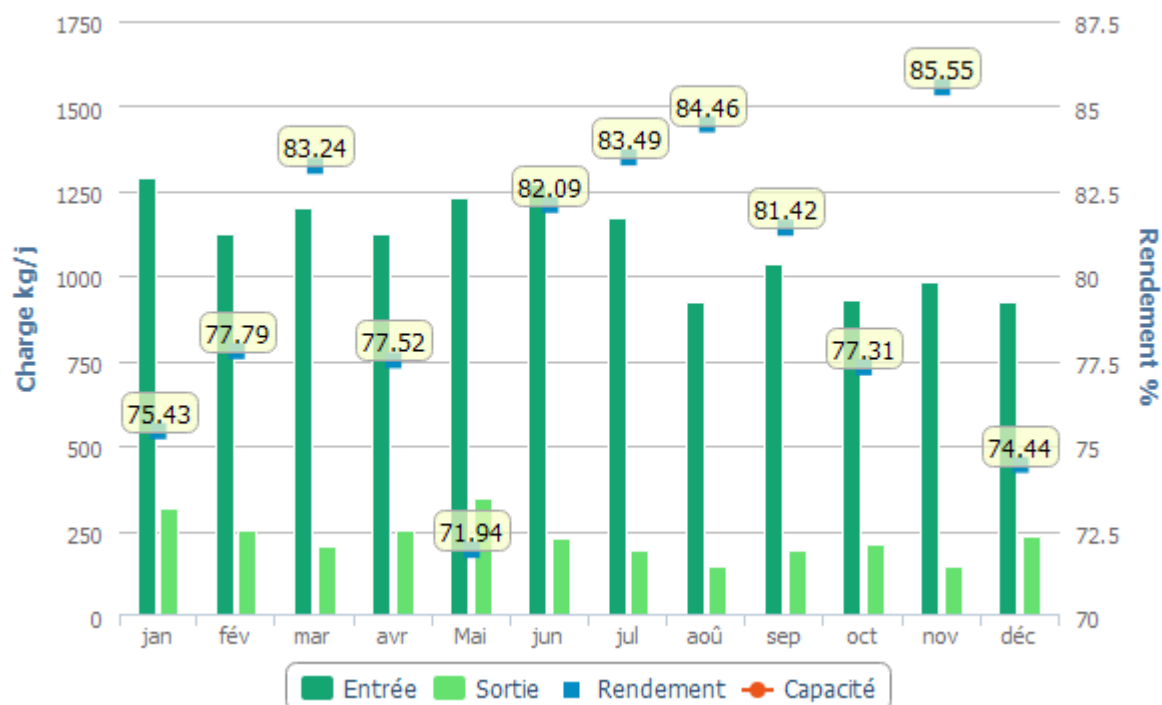
Evolution des charges et du rendement DBO5



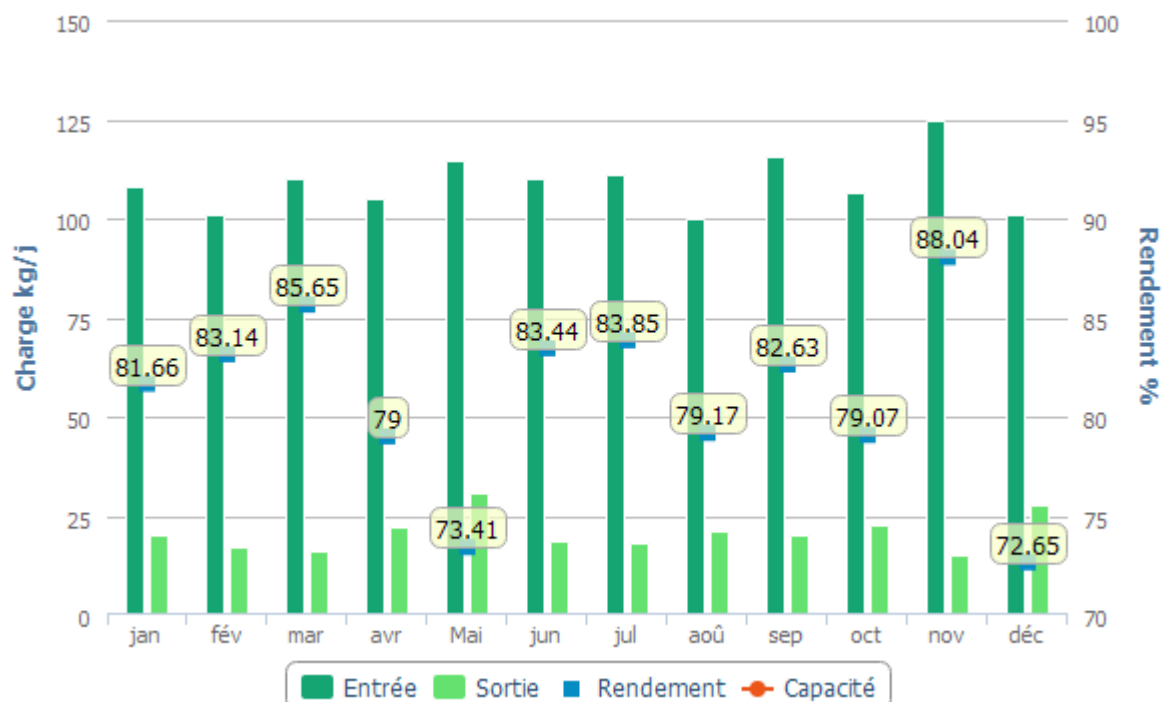
Evolution des charges et du rendement NTK



Evolution des charges et du rendement NGL



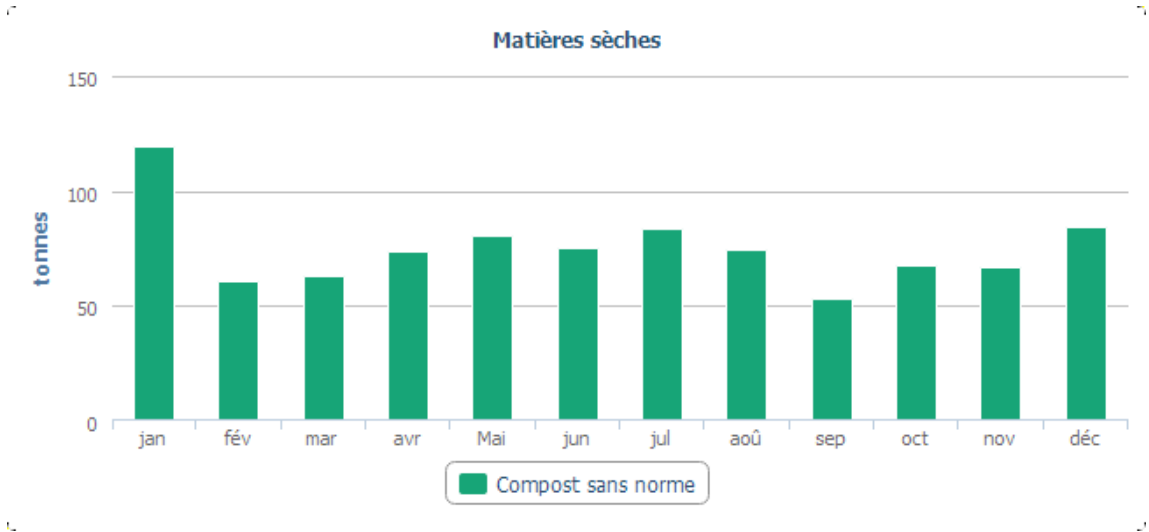
Evolution des charges et du rendement PT



Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan réhabilitoire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement
24/01/2024	Oui	Non	MES	Oui
25/01/2024	Oui	Non	MES	Non
22/02/2024	Oui	Non	DBO5 MES	Non
06/03/2024	Oui	Non	MES	Oui
17/05/2024	Oui	Non	MES	Non
21/05/2024	Oui	Non	MES	Oui
30/05/2024	Oui	Non	MES	Non
05/06/2024	Oui	Non	MES	Oui
21/06/2024	Oui	Non	MES	Non
07/08/2024	Oui	Non	MES	Non
02/09/2024	Oui	Non	MES	Non
09/09/2024	Oui	Non	MES	Non
14/09/2024	Oui	Non	MES	Non
23/09/2024	Oui	Non	MES	Non
01/10/2024	Oui	Non	MES	Oui
07/10/2024	Oui	Non	MES	Oui
24/10/2024	Oui	Non	MES	Oui
20/11/2024	Oui	Non	MES	Non
02/12/2024	Oui	Non	MES	Oui
18/12/2024	Oui	Non	MES	Oui
19/12/2024	Oui	Non	MES	Oui

Boues évacuées par mois



6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
STEP 3 FRONTIERES						
Energie relevée consommée (kWh)	4 945 485	5 022 346	4 911 897	4 730 737	4 595 195	-2,9%
Volume pompé (m3)	7 353 777	8 868 901	7 951 003	8 010 679	9 216 304	15,1%

Poste de relèvement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR rue du Rhin/imp des oiseaux						
Energie relevée consommée (kWh)	NC	948	1 835	331	376	13,6%
Volume pompé (m3)	NC	NC	1 562	1 650	3 630	120,0%
Temps de fonctionnement (h)	NC	NC	52	55	121	120,0%
PR Augraben (Kembs)						
Energie relevée consommée (kWh)	560	722	549	673	656	-2,5%
Volume pompé (m3)	3 840	13 950	10 610	13 350	8 340	-37,5%
Temps de fonctionnement (h)	128	465	354	445	278	-37,5%
PR Beaulieu - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	574	603	592	511	997	95,1%
Volume pompé (m3)	6 750	7 520	7 381	8 960	21 600	141,1%
Temps de fonctionnement (h)	84	94	92	112	270	141,1%
PR Bois Vert - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	207	232	273	230	312	35,7%
Volume pompé (m3)	551	320	710	529	14 000	2 546,5%
Temps de fonctionnement (h)	6	4	9	7	175	2 400,0%
PR BOSQUETS - KEMBS						
Energie relevée consommée (kWh)	842	1 264	438	742	1 011	36,3%
Volume pompé (m3)	10 202	59 760	20 700	17 220	34 560	100,7%
Temps de fonctionnement (h)	171	996	345	287	576	100,7%
PR Centre de secours - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	1 123	1 192	11 154	1 085	1 014	-6,5%
Volume pompé (m3)	2 491	9 000	84 200	7 430	2 630	-64,6%
Temps de fonctionnement (h)	25	90	842	74	26	-64,9%
PR Chemin du Hellhof - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	1 608	2 280	3 331	3 125	3 838	22,8%
Volume pompé (m3)	36 750	45 200	66 027	69 850	84 400	20,8%
Temps de fonctionnement (h)	753	904	1 321	1 397	1 688	20,8%
PR EU HESINGUE - Liesbach						
Energie relevée consommée (kWh)	663	1 093	138	757	255	-66,3%
Volume pompé (m3)	218	360	75	84	110	31,0%
Temps de fonctionnement (h)	4	6	1	636	2	-99,7%
PR EU SAINT-LOU - EuroEastPark						
Energie relevée consommée (kWh)	633	1 284	3 670	2 094	2 040	-2,6%
Volume pompé (m3)	8 238	10 200	29 126	46 700	42 600	-8,8%
Temps de fonctionnement (h)	165	204	583	934	852	-8,8%
PR Horticulture - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	121	124	172	152	172	13,2%

Volume pompé (m3)	1 786	1 260	2 030	2 380	1 750	-26,5%
Temps de fonctionnement (h)	26	18	29	50	35	-30,0%
PR Industrie - Blotzheim						
Energie relevée consommée (kWh)	1 512	1 774	1 985	1 918	1 760	-8,2%
Volume pompé (m3)	12 940	13 920	26 940	58 080	53 370	-8,1%
Temps de fonctionnement (h)	431	464	898	1 936	1 779	-8,1%
PR Lertzbach - Hégenheim						
Energie relevée consommée (kWh)	1 345	3 132	1 182	1 590	1 527	-4,0%
Volume pompé (m3)	5 317	20 340	7 443	6 880	3 734	-45,7%
Temps de fonctionnement (h)	21	81	31	28	15	-46,4%
PR Muguet - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	3 933	6 628	9 651	6 141	4 856	-20,9%
Volume pompé (m3)	7 232	4 140	6 030	6 690	32 070	379,4%
Temps de fonctionnement (h)	241	138	201	223	1 069	379,4%
PR Orchidées - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	364	366	341	971	383	-60,6%
Volume pompé (m3)	4 297	6 120	5 700	19 380	5 950	-69,3%
Temps de fonctionnement (h)	72	102	95	375	119	-68,3%
PR Pêcheurs/Anémones (Kembs)						
Energie relevée consommée (kWh)	1 935	1 014	896	838	878	4,8%
Volume pompé (m3)	15 996	15 080	13 320	8 040	14 240	77,1%
Temps de fonctionnement (h)	400	377	333	201	356	77,1%
PR Petite Camargue - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	636	44	1 315	754	665	-11,8%
Volume pompé (m3)	15 215	10 980	328 113	19 980	15 930	-20,3%
Temps de fonctionnement (h)	169	122	3 646	222	177	-20,3%
PR Quai du Maroc - Huningue						
Energie relevée consommée (kWh)	13 204	12 308	19 774	10 364	15 373	48,3%
Volume pompé (m3)	762 274	708 470	981 250	489 000	594 000	21,5%
Temps de fonctionnement (h)	2 629	2 443	3 925	1 556	1 980	27,2%
PR Rousserolles - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	1 650	723	808	4 114	3 014	-26,7%
Volume pompé (m3)	17 434	14 520	16 230	34 074	52 350	53,6%
Temps de fonctionnement (h)	581	484	541	1 136	1 745	53,6%
PR rue Canal Savigneux-Rosenau						
Energie relevée consommée (kWh)	5 266	1 663	5 010	2 015	3 075	52,6%
Volume pompé (m3)	19 810	44 700	134 700	5 500	46 640	748,0%
Temps de fonctionnement (h)	198	447	1 347	100	848	748,0%
PR rue de Bâle HEGENHEIM						
Energie relevée consommée (kWh)	361	410	371	394	495	25,6%
Volume pompé (m3)	3 357	2 128	1 928	2 164	2 600	20,1%
Temps de fonctionnement (h)	83	53	48	54	66	22,2%
PR rue de Blotzheim - Hésingue						
Energie relevée consommée (kWh)	719	722	694	717	807	12,6%
Volume pompé (m3)	11 621	12 850	12 350	14 450	18 375	27,2%
Temps de fonctionnement (h)	465	514	494	578	735	27,2%
PR rue de Habsheim - Kembs						
Energie relevée consommée (kWh)	1 099	872	713	1 174	1 293	10,1%
Volume pompé (m3)	6 476	6 360	5 200	8 840	5 640	-36,2%
Temps de fonctionnement (h)	162	159	130	221	141	-36,2%
PR rue de la Foret - Kembs						

Energie relevée consommée (kWh)	1 282	1 073	874	1 250	3 708	196,6%
Volume pompé (m3)	9 543	14 250	11 610	14 205	16 230	14,3%
Temps de fonctionnement (h)	636	950	774	947	1 082	14,3%
PR rue de Saint-Louis - Rosenau						
Energie relevée consommée (kWh)	1 075	485	316	418	465	11,2%
Volume pompé (m3)	4 375	1 236	805	1 140	810	-28,9%
Temps de fonctionnement (h)	126	35	23	38	27	-28,9%
PR rue des Champs - Kembs						
Energie relevée consommée (kWh)	1 040	1 066	1 356	1 046	2 172	107,6%
Volume pompé (m3)	11 404	7 120	9 060	7 480	32 400	333,2%
Temps de fonctionnement (h)	285	178	227	187	810	333,2%
PR rue des Etangs - St Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	807	454	448	604	670	10,9%
Volume pompé (m3)	7 558	5 735	5 650	5 760	5 600	-2,8%
Temps de fonctionnement (h)	151	115	113	115	112	-2,6%
PR rue des Jardins - Rosenau						
Energie relevée consommée (kWh)	1 188	1 153	612	973	1 552	59,5%
Volume pompé (m3)	17 940	37 660	19 985	17 010	29 820	75,3%
Temps de fonctionnement (h)	513	1 076	571	486	852	75,3%
PR rue des Pâquerettes -Rosenau						
Energie relevée consommée (kWh)	297	285	261	252	300	19,0%
Volume pompé (m3)	2 267	2 519	2 310	2 035	2 750	35,1%
Temps de fonctionnement (h)	41	46	42	37	50	35,1%
PR rue du Stade - Héisingue						
Energie relevée consommée (kWh)	1 682	932	681	713	784	10,0%
Volume pompé (m3)	17 166	9 600	7 013	10 350	7 700	-25,6%
Temps de fonctionnement (h)	343	192	140	207	154	-25,6%
PR rue Jean Mermoz à Blotzheim						
Energie relevée consommée (kWh)	204	236	181	204	382	87,3%
Volume pompé (m3)	3 715	5 566	4 261	5 170	20 460	295,7%
Temps de fonctionnement (h)	68	101	77	94	372	295,7%
PR rue Jean Moulin - Blotzheim						
Energie relevée consommée (kWh)	1 028	1 288	1 120	950	1 202	26,5%
Volume pompé (m3)	15 862	19 900	17 300	15 350	18 200	18,6%
Temps de fonctionnement (h)	317	398	346	307	364	18,6%
PR Rue Kirchweg						
Energie relevée consommée (kWh)	NC	NC	NC	672	793	18,0%
Volume pompé (m3)	NC	NC	6 810	6 420	6 300	-1,9%
Temps de fonctionnement (h)	NC	NC	227	214	210	-1,9%
PR rue 3 Frontières Huningue						
Energie relevée consommée (kWh)	156	943	1 091	798	401	-49,7%
Volume pompé (m3)	4 285	69 435	80 325	26 235	19 715	-24,9%
Temps de fonctionnement (h)	95	1 543	1 785	583	414	-29,0%
PR Stade de Football - Huningue						
Volume pompé (m3)	297	330	604	423	300	-29,1%
Temps de fonctionnement (h)	5	3	6	9	6	-33,3%
PR Station Pyramide - Huningue						
Energie relevée consommée (kWh)	290	263	306	421	246	-41,6%
Volume pompé (m3)	10 054	2 622	3 049	3 500	3 450	-1,4%
Temps de fonctionnement (h)	168	44	51	70	69	-1,4%
PR Supermarché - Kembs						

Energie relevée consommée (kWh)	1 006	1 318	1 686	1 541	2 003	30,0%
Volume pompé (m3)	4 993	5 738	7 340	8 820	12 680	43,8%
Temps de fonctionnement (h)	250	287	367	441	634	43,8%
PR WITTERSBACH - Saint-Louis						
Energie relevée consommée (kWh)	771	336	646	525	390	-25,7%
Volume pompé (m3)	3 539	1 530	3 195	8 300	2 920	-64,8%
Temps de fonctionnement (h)	236	111	214	415	146	-64,8%
PR Zone Industrielle - Hésingue						
Energie relevée consommée (kWh)	7 716	12 233	20 905	15 917	6 206	-61,0%
Volume pompé (m3)	554 986	729 150	1 246 050	815 700	273 300	-66,5%
Temps de fonctionnement (h)	7 400	9 722	16 614	10 876	3 644	-66,5%
PR+BO+DO32-BAKERO (Kembs C.)						
Energie relevée consommée (kWh)	15 092	18 269	23 278	25 032	14 029	-44,0%
Volume pompé (m3)	85 447	73 740	93 960	143 040	144 800	1,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 424	1 229	1 566	1 788	1 810	1,2%
PR+BO+DO33-BAKERO (Kembs L.)						
Energie relevée consommée (kWh)	17 942	25 036	38 918	35 035	33 062	-5,6%
Volume pompé (m3)	213 979	204 930	318 560	296 450	347 820	17,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 925	1 863	2 896	2 695	3 162	17,3%
PR+BO+DO37 - BAKERO (Rosenau)						
Energie relevée consommée (kWh)	73 598	106 440	309 213	187 600	162 549	-13,4%
Volume pompé (m3)	1 581 725	950 950	2 367 900	1 608 000	1 107 300	-31,1%
Temps de fonctionnement (h)	6 327	2 717	7 893	5 360	3 691	-31,1%
PR138 - Technoparc (Hésingue						
Energie relevée consommée (kWh)	NC	NC	NC	1 498	468	-68,8%
Volume pompé (m3)	NC	NC	NC	3 800	2 880	-24,2%
Temps de fonctionnement (h)	NC	NC	NC	95	72	-24,2%

Poste de refoulement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
ZAC des 3 Chênes - Rosenau						
Energie relevée consommée (kWh)	13 306	10 658	9 464	11 786	13 182	11,8%
Volume pompé (m3)	70 866	74 394	62 390	61 336	81 300	32,5%
Temps de fonctionnement (h)	3 937	4 133	3 670	3 608	4 065	12,7%

Autres installations assainissement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Bassin d'orage Carrefour Europe						
Energie relevée consommée (kWh)	3 227	2 328	4 242	4 403	1 870	-57,5%
Volume pompé (m3)	31 865	51 940	94 640	96 320	32 310	-66,5%
Temps de fonctionnement (h)	455	742	1 352	1 376	359	-73,9%
Bassin d'orage du Sporténum						
Energie relevée consommée (kWh)	3 084	1 526	2 350	2 349	2 492	6,1%
Volume pompé (m3)	8 160	6 232	6 960	6 420	7 440	15,9%
Temps de fonctionnement (h)	136	92	116	107	124	15,9%
BO HESINGUE						
Energie relevée consommée (kWh)	7 944	24 548	35 755	34 873	31 554	-9,5%
Volume pompé (m3)	23 530	65 550	46 350	47 550	122 250	157,1%
Temps de fonctionnement (h)	235	437	309	317	815	157,1%
BO Roselière (St-Louis)						
Energie relevée consommée (kWh)	1 714	1 963	1 828	2 047	2 358	15,2%

Volume pompé (m3)	3 240	5 550	6 180	6 413	6 625	3,3%
Temps de fonctionnement (h)	22	37	41	51	53	3,9%
Vortex (BO) Accacias Kembs						
Energie relevée consommée (kWh)	1 067	1 906	2 642	1 126	1 348	19,7%
Volume pompé (m3)	2 450	3 080	4 270	2 100	4 800	128,6%
Temps de fonctionnement (h)	35	44	61	26	60	130,8%
Vortex (BO) Moulin Kembs						
Energie relevée consommée (kWh)	1 347	1 755	145	2 280	2 357	3,4%
Volume pompé (m3)	5 784	21 140	1 750	10 640	90 160	747,4%
Temps de fonctionnement (h)	83	302	25	152	1 288	747,4%
Vortex Stade de l'Au						
Energie relevée consommée (kWh)	7 118	5 609	6 393	5 916	6 754	14,2%
Volume pompé (m3)	25 888	22 320	25 440	20 760	25 080	20,8%
Temps de fonctionnement (h)	216	186	212	173	209	20,8%
Vortex Village Neuf						
Volume pompé (m3)	50 112	65 040	39 480	48 840	52 560	7,6%
Temps de fonctionnement (h)	418	542	329	407	435	6,9%

6.5 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2024 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Est de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 57 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Au-delà, et pour s'adapter en permanence aux réalités locales, il a été décidé en 2024 de regrouper au sein d'un même Territoire Moselle les anciens Territoires Metz-Thionville et Moselle Est.

Ainsi, le Territoire Moselle mis en place dans le cadre de la nouvelle organisation est désormais responsable de 34 contrats de DSP qui, dans le cadre de l'organisation précédente, étaient suivis pour 25 d'entre eux par l'ancien Territoire Metz-Thionville et pour 9 d'entre eux par l'ancien Territoire Moselle Est.

Ces changements d'organisation ont nécessairement modifié la répartition des charges indirectes en 2024 (ce qui est le propre de tout changement d'organisation dans toute entreprise quelle que soit la clef utilisée) sur le périmètre concerné : les moyens mutualisés entre les contrats ont été organisés différemment et leurs coûts sont répartis sur des périmètres redessinés.

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs

installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- 💧 les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- 💧 la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- 💧 les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- 💧 un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- 💧 les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- 💧 les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- 💧 d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- 💧 d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- 💧 pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- 💧 pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- 💧 pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- 💧 pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022, 5,35% pour l'année 2023 et 5,30% pour les investissements réalisés en 2024.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2024 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concerne les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise



Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2024 au titre de l'exercice 2023.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

-  inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
-  inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2024 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

→ **Détail des biens renouvelés et valorisés dans le cadre du/des compte(s) de renouvellement**

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.6 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



N° 2015/69288.12

Certificat
Certificate

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

**DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-11

Jusqu'à
until

2027-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Fluttez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

Seuls les certificats électroniques sont valides sur www.afnor.org. La validité des certificats de certification est garantie par AFNOR Certification. Les données de certification sont disponibles sur www.afnor.org.
Only electronic certificates are valid on www.afnor.org. The validity of the certification certificates is guaranteed by AFNOR Certification. The certification data is available on www.afnor.org.
Certification is a registered trademark of AFNOR Certification. ISO 9001, ISO 14001, ISO 50001.



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Sous le certificat électronique, consultez sur <https://afnor.org> l'état de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at <https://afnor.org>
afnor le système de certification. Certification of the management system. The electronic certificate only, available at <https://afnor.org>
COPAC, accréditation n° 4-0001, Management System Certification. Scope available at <https://afnor.org>
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. © 2017 AFNOR. Tous droits réservés.



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'à
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probative value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur <https://cert.afnor.org>, fait foi en tant que copie de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at <https://cert.afnor.org>, stands as evidence that the company is certified. Accreditation: C019404 n° 4-001. Certification des Systèmes de Management. Permise disponible sur <https://cert.afnor.org>.
C019404 accréditation n° 4-001. Management System Certification. Scope available on <https://cert.afnor.org>.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. - CERTIF 0969 5.07-2020

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.7 Actualité réglementaire 2024

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Données essentielles à publier

Deux arrêtés publiés le 22 mars 2024 ont modifié ceux du 22 décembre 2022 relatifs respectivement aux données essentielles des marchés publics et aux données essentielles des contrats de concession. Ils ont pour objet d'étendre le régime de déclaration des données essentielles aux actes d'exécution, pris après le 1^{er} janvier 2024, relatifs aux marchés publics notifiés et aux contrats de concession conclus avant cette date.

Dans leur version antérieure, les arrêtés du 22 décembre 2022 ne soumettaient pas au nouveau régime des données essentielles les actes d'exécutions relatifs aux contrats de la commande publique notifiés ou conclus après le 1^{er} janvier 2024. Dès lors, ces actes d'exécution restaient soumis au régime fixé par le précédent arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique, posant par là même des difficultés pratiques et techniques.

Afin de remédier à ces difficultés, les arrêtés du 18 mars 2024 précisent que les données essentielles relatives aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications (pour les marchés publics), et aux modifications et aux données d'exécution (pour les contrats de concession) des contrats de la commande publique notifiés ou conclus avant le 1^{er} janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022 susmentionnés. Ces modifications entreront en vigueur le 1^{er} mai.

- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404396A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404387A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession

Seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT

Cette exception pour les marchés de travaux de moins de 100 000 €, instaurée par un décret en date du 28 décembre 2022, devait prendre fin au 31 décembre 2024. Le décret n°2024-1217 du 28 décembre 2024 proroge cette exception jusqu'au 31 décembre 2025.

Ces dispositions sont également applicables aux lots qui portent sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 € HT, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Toutefois, les acheteurs bénéficiant de cette exception ont toujours l'obligation de veiller à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Simplification du droit de la commande publique

Le décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, publié au Journal officiel du 31 décembre 2024, apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics, notamment :

- Les conditions de constitution et de modification de la composition de groupement dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue sont précisées (2142-3 du CCP) et rendues possibles sous réserve de :
 - de disposer des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
 - de ne pas porter atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
- Il relève de 10 % à 20 % (3114-5 du CCP) la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession. Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise (2191-33 du CCP). Enfin, il intègre les mesures réglementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne).

Services publics locaux

Modifications de principales instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales au 1er janvier 2025

Les instructions budgétaires et comptables M4 et M57 ont été modifiées à compter du 1^{er} janvier 2025 en particulier pour tenir compte de la réforme des redevances des Agences de l'eau par un arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux et arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs. Les modifications portent en particulier sur la création de nouveaux comptes de redevances eau et assainissement.

Etablissement des budgets verts locaux

Conformément à l'article 191 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023, les collectivités doivent présenter un état annexé au compte administratif ou au compte financier unique intitulé "Impact du budget pour la transition écologique" pour les budgets principaux et les budgets annexes soumis aux instructions budgétaire et comptables M57 et M4 pour les collectivités et leurs groupements de plus de 3 500 habitants. Le décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 précise les modalités de mise en œuvre de cette obligation.

Ainsi, à partir de l'exercice 2024 la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour certaines dépenses comme par exemple les réseaux de voirie, installations de voirie. Dès l'exercice 2025, la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour toutes les dépenses réelles d'investissement (sauf annuités d'emprunt à l'exception de celles liées à la part investissements des marchés de partenariat).

Les objectifs de transition écologique correspondent aux 6 axes suivants : atténuation du changement climatique ; adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ; gestion des ressources en eau ; transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ; préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

Service public de l'assainissement

Réforme des redevances des Agences de l'Eau

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'Agence de l'Eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024), modifié par l'arrêté du 20 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024), relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- L'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024), lui-même complété par l'arrêté du 24 décembre 2024 (JO du 1^{er} janvier 2025), relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- L'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).
- L'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024) est venu modifier et mettre à jour l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement pour le rendre compatible avec le nouveau cadre réglementaire encadrant désormais les redevances.
- Une instruction dédiée aux préfets, en date du 4 décembre 2024, est venue préciser les points essentiels de cette réforme des redevances sur lesquels les services de l'Etat et des collectivités locales se devaient de se mobiliser.

A noter que le décret 2025-66 du 24 janvier 2025 (JO du 25 janvier 2025) a modifié certaines dispositions du précédent décret 2024-787 du 9 juillet 2024, a corrigé certaines erreurs rédactionnelles et en a précisé d'autres comme **le remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par la « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration.**

Gestion quantitative de la ressource en eau et recours aux eaux non-conventionnelles

Dans la continuité du Plan Eau adopté fin mars 2023, plusieurs instructions et arrêtés sont venus préciser durant l'année 2024 les modalités de gestion quantitative et de partage de la ressource en eau.

- L'instruction du 18 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau a été publiée le 8 janvier 2024. Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau. En particulier, elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre hydrique, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin. Elle détaille la nécessaire articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (SAGE, PTGE, etc.) pour atteindre le retour à l'équilibre.

- L'instruction interministérielle du 1^{er} juillet 2024 (BO du 9 juillet 2024) précise les actions du Plan Eau, parmi les 53 mesures de ce plan, qui doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. Aussi l'objet de cette instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
- L'arrêté du 3 juillet 2024 (JO du 6 juillet 2024) modifie l'arrêté du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à mettre en œuvre en période de sécheresse dans les ICPE. Dans un souci de simplification, il modifie le site internet sur lequel l'exploitant transmet ses consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse. Il précise que les réductions doivent être appliquées sur les prélèvements dans les ressources qui sont concernées par la sécheresse. Il apporte également des modifications concernant la déduction d'un volume de « sécurité » du volume de référence auquel l'exploitant doit appliquer des réductions de sa consommation d'eau en cas de sécheresse.
- Le décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 (JO du 4 décembre 2024) révisé les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE). Créé par la loi sur l'eau de 1992, cet outil de planification essentiel à la gestion locale de l'eau est adapté par ce décret pour répondre aux nouveaux enjeux, notamment du changement climatique et aux épisodes de rareté de la ressource en eau. Ce décret vise à accélérer l'élaboration des SAGE en resserrant, notamment, les liens entre le SAGE et les documents d'urbanisme et les trajectoires des prélèvements sur un territoire.

D'autre part, le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc.) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- **Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024** (JO du 25 janvier 2024) puis **le décret 2024 - 769 du 8 juillet 2024** (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- **Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024** (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

Révision de la Directive Eaux Résiduaire Urbaines de 1991

La révision de la Directive Eaux Résiduaire Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaire urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 EH, avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;
- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

Repérage de l'amiante avant travaux

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers. Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1^{er} juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

Cet arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

Travaux à proximité des réseaux

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1^{er} janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Par une décision du 30 janvier 2024 (BO du 17 février 2024), le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement a vu ses annexes complétées de nouvelles fiches techniques.

L'arrêté du 7 mai 2024 (JO du 22 mai 2024) est venu fixer fixe, pour l'année 2024, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Ineris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.s.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Trois arrêtés en date du 5 juillet 2024 ont été publiés au JO du 7 juillet 2024 :

- un premier arrêté précise les normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension ;
- un second arrêté porte sur les conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail ;
- le troisième arrêté porte spécifiquement sur la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains.

Protection et surveillance des masses d'eau

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique. En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues.

A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE)

Par ailleurs, un avis publié au JO du 6 octobre 2024 est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, et conformément à l'arrêté du 26 juin 2023. Cet avis liste les méthodes analytiques, et les normes associées, des couples « élément de qualité biologique - méthode » à appliquer ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

Transition énergétique & environnementale

Autorisation environnementale

Promulguée en octobre 2023, la loi Industrie verte vise à accélérer la réindustrialisation du pays, dans le respect de l'environnement. Afin de traduire cette ambition, deux décrets ont été pris en application de cette loi pour accélérer la libération de foncier industriel et l'implantation de nouvelles usines, notamment via la réduction des délais d'examen des demandes d'autorisation environnementale. Une instruction ministérielle est venue compléter ultérieurement le dispositif mis en place.

Le décret n° 2024-704 du 5 juillet 2024 permet tout d'abord la mise en œuvre des accélérations de certaines procédures d'urbanisme ou environnementales pour des projets industriels stratégiques. Plus précisément :

- Il définit la liste des secteurs des technologies favorables au développement durable pour lesquels les projets industriels sont rendus explicitement éligibles à la procédure de déclaration de projet prévue par l'article L.300-6 du code de l'urbanisme. Ainsi, parmi ces secteurs, est mentionné celui des technologies de décarbonation du bâtiment, celui des technologies de production, de réseau et de stockage de l'énergie bas-carbone ou encore celui du recyclage des déchets de matériaux.
- Il détaille les informations à fournir pour se voir reconnaître de manière anticipée la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM), au sens de l'article L.411-2 du code de l'environnement, pour des projets industriels visés par une déclaration d'utilité publique, identifiés par décret comme projet d'intérêt national majeur (PINM) ou faisant l'objet d'une déclaration de projet au sens du code de l'urbanisme.
- Enfin, le décret précise que le préfet sera l'autorité compétente pour autoriser les travaux, installations, constructions et aménagement d'un projet industriel qualifié par décret de projet d'intérêt national majeur pour la transition écologique ou la souveraineté nationale (article R* 422-2 i) du code de l'urbanisme).

Ensuite, le **décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024** permet, à travers des dispositions clés, de réduire les délais d'implantation industrielle et de favoriser la libération de fonciers industriels. Plus précisément :

- Il accélère l'examen des demandes d'autorisation environnementale. En application du nouvel article L. 181-10-1 du code de l'environnement dans sa rédaction issue de la Loi Industrie Verte, la phase d'enquête publique est, sauf exception, remplacée par une procédure de consultation du public parallélisée menée sous le contrôle du commissaire enquêteur. Cette consultation est désormais réalisée en parallèle de la phase d'examen de la demande par les services de l'Etat durant une période de 3 mois (portée à 4 mois lorsque l'avis de l'autorité environnementale est requis), là où ces deux étapes étaient précédemment conduites de manière successive sur une durée de 7 à 8 mois. D'autres délais de procédure sont par ailleurs raccourcis. A titre d'exemple, le pétitionnaire ne disposera plus que de 5 jours pour formuler des observations sur les remarques et propositions du public, contre les 15 jours prévus dans le cadre actuel de l'enquête publique. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 22 octobre 2024 et sont applicables aux demandes déposées à compter de cette date.
- Il améliore la gestion des cessations d'activité ICPE. Tout d'abord, le texte précise les conditions permettant à un exploitant, dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1er juin 2022, de bénéficier de la nouvelle procédure de cessation d'activité introduite par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (« Loi ASAP »). Le décret apporte également des précisions substantielles quant au contenu du mémoire de réhabilitation que l'exploitant est tenu de transmettre au Préfet. A ce titre, le traitement des sources de pollutions et des pollutions concentrées est rendu obligatoire (sauf dérogation encadrée), là où cette pratique relevait jusqu'ici de la simple recommandation issue de la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017. Le décret modifie en outre l'ensemble des articles du code de l'environnement relatifs à la procédure de tiers demandeur afin, entre autres, de faciliter sa substitution à l'exploitant pour la mise en sécurité du site (en plus de sa réhabilitation). Le texte prévoit aussi le renforcement des exigences de garanties financières à constituer pour le tiers demandeur et ouvre la possibilité aux collectivités d'être leur propre assureur lorsqu'elles interviennent en tant que tiers demandeur. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 7 juillet 2024.

Enfin, l'**instruction ministérielle du 28 octobre 2024** (TECL2428215C) précise les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale, telle que réformée par la loi Industrie verte et le décret d'application n°2024-742 susvisé. En particulier :

- L'instruction rappelle le premier objectif qui est de réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. Aussi, la nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (lota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais menées de concert, dès lors que le dossier est complet et régulier. Dans ce contexte, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale doit être menée dans un délai raisonnable (le texte précise que cette vérification n'est pas une instruction approfondie).
- Le second objectif est de consolider la participation du public. La nouvelle procédure (qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique) permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure. L'instruction rappelle, à ce titre, qu'il n'était auparavant consulté qu'en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités. Cette participation sera majoritairement dématérialisée, mais deux réunions publiques d'échanges (une d'ouverture et une de clôture) avec le porteur de projet doivent obligatoirement être organisées en présentiel. Une étroite collaboration du pétitionnaire est ainsi recommandée avec le commissaire enquêteur en appui à l'organisation de cette consultation. On relèvera à cet égard un arrêté du 18 novembre 2024 relatif aux caractéristiques du site internet prévu à l'article R. 181-36 du code de l'environnement, qui détermine les exigences du site internet dédié à la consultation publique de la nouvelle procédure d'autorisation environnementale.
- Un autre objectif affiché est celui d'améliorer la qualité des dossiers déposés. "Des dossiers de bonne qualité permettent une rapidité d'instruction et évitent de solliciter plusieurs fois les services de l'État au fil de compléments qui seraient nécessaires", explique l'instruction. L'instruction précise également que les dossiers doivent être proportionnés aux enjeux et, donc, ne comprendre que les informations nécessaires pour évaluer et justifier la prise en compte des enjeux. Le caractère synthétique des pièces permettrait ainsi de faciliter leur intelligibilité et favoriserait l'efficacité collective recherchée par la réforme.

Evaluation environnementale

Le décret n°2024-529 du 10 juin 2024 *portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets* a principalement pour objet d'augmenter les seuils à partir desquels certains projets, notamment les projets d'élevages intensifs, sont soumis à une obligation d'évaluation environnementale systématique. Aussi, en dessous des nouveaux seuils fixés, les projets d'élevages intensifs seront soumis à évaluation environnementale, non plus systématiquement, mais au cas par cas. A noter également que le décret apporte quelques adaptations d'articles du code de l'environnement concernant l'autorisation environnementale et les ICPE. Ces évolutions ont été rendues applicables aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas ont été saisies à compter du 11 juin 2024.

Lutte contre les atteintes environnementales

Dans un contexte où les atteintes à l'environnement se multiplient, les pouvoirs publics entendent renforcer leur action en mettant en place des contrôles diligents et ciblés pour garantir le respect des réglementations environnementales, avec pour objectif une protection plus efficace des écosystèmes et de la biodiversité.

En ce sens, l'instruction du 2 janvier 2024 (TREL2328462J) précise la nouvelle stratégie nationale de contrôle en matière de police de l'eau et de la nature ("SNCPEN"). Elle abroge ainsi la note technique du 22 août 2017 qui fixait, jusqu'à présent, la doctrine de l'Administration sur le sujet.

Cette instruction fait suite à la mise en place, par un décret du 13 septembre 2023, de comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN) et de missions interservices de l'eau et de la nature (MISEN) dans chaque département. L'institutionnalisation de ces instances, éclairée par une précédente instruction en date du 16 septembre 2023, vise à favoriser les échanges d'informations entre les autorités administratives et judiciaires, puis leur exploitation.

Pour l'essentiel, le nouveau texte vient :

- clarifier le périmètre de la stratégie de contrôles en matière de polices de l'eau et de la nature,
- préciser la chaîne d'action depuis l'impulsion gouvernementale jusqu'au bilan annuel des résultats obtenus, et
- définir le cadre de travail pour améliorer les conditions du contrôle pour les contrôleurs et les contrôlés.

Par ailleurs, au niveau européen, une nouvelle directive sur la protection de l'environnement par le droit pénal est entrée en vigueur le 11 avril 2024, aux termes d'un long processus de révision. Elle vient remplacer la directive initiale adoptée en 2008, laquelle s'était révélée peu effective en pratique dans la lutte contre les atteintes à l'environnement. Pour l'essentiel :

- Le texte fait passer de neuf à vingt le nombre de comportements illicites et intentionnels, constitutifs d'infractions, que les États membres doivent intégrer dans leur corpus législatif. On notera, parmi les nouvelles infractions, "le captage et l'exploitation illégale des ressources en eau susceptible de causer des dommages substantiels à l'état écologique des masses d'eau".
- Le texte n'impose pas aux États membres la mise en place d'un crime d'écocide mais introduit «une infraction qualifiée» dans l'hypothèse où les comportements infractionnels entraîneraient :
 - i) La destruction d'un écosystème d'une taille ou valeur considérable ou d'un habitat au sein d'un site protégé, ou des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables ;
 - ii) Des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
- S'agissant des sanctions pénales apportées aux infractions environnementales, le texte précise et durcit les sanctions. De fait, plusieurs sanctions principales et complémentaires sont détaillées et des sanctions minimales en matière d'emprisonnement sont instituées. A ces peines s'ajoutent, pour les personnes morales, des amendes dont le montant est proportionné à la gravité du comportement et à la situation financière de la personne morale concernée, dont le texte prévoit toutefois un montant minimal à mettre en place par les États.

La nouvelle directive européenne devra être transposée dans les législations nationales de l'ensemble des États membres de l'Union européenne d'ici le 21 mai 2026. On soulignera, à cet égard, que le droit de l'environnement français contient déjà plusieurs dispositions répressives qui rappellent les infractions mises en place par le nouveau texte. En particulier, depuis la loi «*Climat et résilience* », l'article L. 231-3 du Code de l'environnement prévoit le délit d'écocide lorsque la pollution illégale des milieux marins ou aériens, qui entraîne des effets nuisibles graves et durables sur la santé, la flore ou la faune, est commise de façon intentionnelle.

ICPE

Face à l'importance de la sinistralité dans les installations de gestion des déchets, le ministère de la Transition écologique a renforcé les prescriptions en matière de prévention des incendies en prenant une succession d'arrêtés fin 2023 (pour les installations soumises au régime de l'enregistrement et les installations soumises à autorisation) et début 2024 (pour les installations soumises à déclaration).

Ainsi, l'arrêté du 8 janvier 2024 (TREP2330764A), qui modifie les prescriptions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration, s'inscrit dans cette volonté de réforme.

En premier lieu, le nouveau texte modifie :

- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Au sein de ces arrêtés, il introduit des exigences, applicables à compter du 1er janvier 2025, en ce qui concerne le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques. A ce titre, il prévoit que ces déchets susceptibles de contenir des batteries au lithium doivent être séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutention.

En second lieu, il modifie :

- l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°s 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718.

Les modifications consistent à introduire de nouvelles exigences qui seront mises en place progressivement (certains entreront en vigueur en juillet 2024, d'autres en janvier 2025, et les dernières en janvier 2026). Parmi les exigences à mettre en œuvre le plus tôt possible, on notera l'obligation pour l'exploitant de réaliser et tenir à jour un plan de défense contre l'incendie dont le texte fixe le contenu minimum. De même, il doit organiser un exercice de défense contre l'incendie, lequel doit être renouvelé au moins tous les trois ans.

Notons qu'un arrêté du 4 juin 2024 (TREP2412145A) a ultérieurement corrigé certaines incohérences et erreurs rédactionnelles introduites par les textes de fin 2023 et début 2024.

IOTA

Par un arrêté du 3 juillet 2024 (TREL2418343A), le Gouvernement a simplifié les conditions de création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare. En effet, le nouveau texte modifie la rédaction de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Pour rappel, la création de plans d'eau, permanents ou non est soumise : soit à un régime d'autorisation pour les plans d'eau dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; soit à un régime de déclaration pour ceux dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha. Lorsque la création d'un plan d'eau est prévue en zone humide, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 prévoit des conditions spécifiques :

- La création du plan d'eau répond à un intérêt général majeur ou les bénéfices escomptés du projet en matière de santé humaine, de maintien de la sécurité pour les personnes ou de développement durable l'emportent sur les bénéfices pour l'environnement et la société liés à la préservation des fonctions de la zone humide, modifiées, altérées ou détruites par le projet ;
- Les objectifs bénéfiques poursuivis par le projet ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés, être atteints par d'autres moyens constituant une option environnementale sensiblement meilleure ;
- Les mesures de réduction et de compensation de l'impact qui ne peut pas être évité, sont prises en visant la plus grande efficacité.

Avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 s'appliquait à tous les plans d'eau en zone humide. Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 ne s'applique qu'aux plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est supérieure ou égale au seuil d'autorisation de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, soit un hectare. Par conséquent, la création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare demeure soumise à déclaration mais n'est plus soumise au respect des conditions de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021.

Encadrement des émissions chimiques

Dans une communication publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 26 avril 2024, la Commission européenne est venue préciser les critères et les principes directeurs de la notion "d'utilisations essentielles" d'une substance chimique. Ces critères permettent d'évaluer s'il est justifié, d'un point de vue sociétal, d'utiliser les substances les plus nocives. Dans les cas où l'utilisation est nécessaire pour la santé et/ou la sécurité et/ou si elle est essentielle au fonctionnement de la société, et s'il n'existe pas de solutions de remplacement acceptables, une substance chimique peut continuer à être utilisée à cette fin pendant un certain temps, précise ainsi l'exécutif européen.

Par ailleurs, en France, les PFAS restent au cœur des préoccupations sanitaires et environnementales :

- L'arrêté du 31 octobre 2024 (TECP2429403A) a introduit de nouvelles exigences en matière d'analyse des PFAS dans les émissions atmosphériques de certaines installations de traitement de déchets. Ses dispositions sont entrées en vigueur le 11 novembre 2024. L'arrêté concerne les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation au titre des rubriques: 2770 (Traitement thermique de déchets dangereux) ; 2771 (Traitement thermique de déchets non dangereux); 2971 (Production d'énergie à partir de déchets non dangereux préparés) ; 3520 (Incinération ou co-incinération de déchets). Les exploitants des installations précitées doivent désormais réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses portant sur 49 substances PFAS spécifiquement listées. *"Cette action vise à vérifier que l'incinération permet bien la destruction des substances PFAS contenues dans les déchets, et améliorer les connaissances globales sur la thermodégradation des PFAS"*, précisait le ministère de la Transition écologique lors de la mise en

consultation publique du texte. Ces prélèvements et analyses sont encadrés (réalisation par des organismes accrédités, respect d'une certaine durée, etc.) et les délais de réalisation des campagnes de prélèvement varient en fonction du type d'installations (de fin octobre 2025 pour certaines, à avril 2028 pour d'autres). Les exploitants devront ensuite transmettre les résultats commentés de la campagne de prélèvements et d'analyses ainsi qu'une copie du rapport d'essais complet à l'inspection des installations classées (article 6).

Par ailleurs, l'instruction ministérielle du 3 décembre 2024 (TCEP2421014) a défini les actions nationales 2025 de l'inspection des installations classées, qui sont au nombre de cinq : libération du foncier industriel, maîtrise des risques accidentels, installations de combustion, lutte contre le trafic de déchets et plan d'action interministériel « PFAS ».

S'agissant plus particulièrement du plan d'action interministériel "PFAS", sont ciblées les actions suivantes:

- Concernant les rejets aqueux industriels : les exploitants d'ICPE doivent, dans la continuité de l'action nationale 2024, définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS dans les rejets aqueux industriels, et l'inspection devra en contrôler la bonne mise en œuvre.
- Concernant les mousses anti-incendie : l'inspection devra aussi se pencher sur les restrictions d'utilisation dans les mousses anti-incendie. L'action visera également à contrôler l'application des restrictions d'utilisation dans les émulseurs de certains composés de la famille des PFAS en vertu des règlements (UE) 2019/2021 sur les polluants organiques persistants (dit « POP ») et REACH.
- Concernant les boues des stations d'épuration des ICPE : l'action engagera également le suivi de la quantité de PFAS, pour les substances pour lesquelles une méthodologie de mesure est reconnue à date, présente dans les boues des stations d'épuration des ICPE et qui sont épandues comme matière fertilisante dans le cadre d'un plan d'épandage. L'objectif de 20 mesures au niveau national sera décliné en fonction de la répartition géographique des installations concernées.

6.8 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaire

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaire

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaire

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de

6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de

collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels,

d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007).

Ressourcer le monde